

CURRICULUM VITAE
(liste de publications jointe)

DREYER Emmanuel

Né le 21 février 1970, à Belfort (90)

Marié (1 enfant)

emmanuel.dreyer@univ-paris1.fr



Fonctions :

- **Professeur à l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)** : depuis le 1^{er} septembre 2014.
- **Professeur à l'université de Paris Sud (Paris XI)** : depuis le 1^{er} septembre 2008.
- **Professeur à l'université de Franche-Comté** : du 1^{er} septembre 2005 au 30 août 2008.
- **Maître de conférences à l'université de Rennes I** : du 1^{er} septembre 2002 au 30 août 2005.
- **Maître de conférences à l'Institut d'Études politiques de Rennes** : du 1^{er} septembre 1999 au 30 août 2002.

Titres :

Agrégation de droit privé et de sciences criminelles – 1^{er} concours : juillet 2005

Présidence : Pr. Y. LEQUETTE

Habilitation à diriger des recherches, obtenue le 24 octobre 2002 à l'université de Nantes, sous la direction du Pr. A. LUCAS.

Doctorat en droit, obtenu le 25 janvier 1999 à l'université Panthéon-Assas (Paris II) sous la présidence du doyen Gérard COHEN-JONATHAN, en présence de :

- M. Bernard BEIGNIER, doyen à la faculté de droit de l'université des sciences sociales de Toulouse (co-directeur de la thèse);
- M. Pierre-Yves GAUTIER, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II);
- M. Jérôme HUET, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II) ;
- M. Patrick AUVRET, professeur à l'université de Toulon et du Var.

Sujet : *Le dépôt légal, essai sur une garantie nécessaire au droit du public à l'information.*

Mention très honorable, avec félicitations du jury, et autorisation de publier en l'état.

Autres diplômes universitaires :

- 1993 : DEA de *Droit de la communication* à l'université Panthéon-Assas (Paris II) – major ;
- 1991-1992 : Licence et maîtrise en droit privé à l'Université Robert Schuman de Strasbourg (mentions AB);
- 1989-1990 : DEUG de droit au Centre d'études juridiques françaises de Saarbrücken (RFA).

Responsabilités administratives, pédagogiques ou scientifiques :

- Membre du comité scientifique des *Annales* de l'Institut Roger Merle (Toulouse)
- Directeur du master 2 indifférencié *Droit pénal fondamental* de l'École de droit de la Sorbonne (Paris 1) depuis septembre 2016.
- Co-directeur du master 2 professionnel *Droit pénal et pratique du pénal* de la faculté J. Monnet (Paris Sud) de 2008-2014.
- Responsable de l'édition spécialisée « droit pénal » à la *Gazette du Palais* depuis 2012 (4 numéros par an)

- Directeur du master recherche *Droit privé fondamental* de l'université de Franche-Comté (2006/2008).
- Vice-président de la commission de spécialistes en droit privé de l'université de Franche-Comté (2006/2008).

Participation à des comités de sélection :

- en vue du recrutement d'un professeur en droit pénal à Amiens en mai 2014 (1^{er} choix : M. Daury-Fauveau) ;
- en vue du recrutement d'un professeur en Propriété intellectuelle à Nantes en mai 2013 (1^{er} choix : C. Bernault) ;

Rapporteur ou suffragant lors des soutenances de thèse de :

- G. Chetard, *La proportionnalité de la répression*, dir. J. Lebois-Happe et P. Wachsmann, Thèse Strasbourg, 2019
- M. Briatta, *Droit de la contrefaçon et droit de la propriété intellectuelle*, dir. M. Vivant, Thèse Science Po Paris, 2019
- P. Rousseau, *La légitimité de l'infraction*, dir. F. Rousseau, Nantes, 2019
- E. Stella, *L'adaptation du droit pénal aux réseaux sociaux en ligne*, dir. F. Stasiak, Thèse Nancy, 2019
- V. Ferreira, *Essai sur l'intention coupable en droit pénal*, dir. E. Verny, Thèse Rennes, 2018
- A. Szkopinski, *Droit de la propriété intellectuelle et matière pénale*, dir. V.-L. Benabou, Thèse Versailles, 2018
- G. Criqui-Barthelais, *La protection des libertés individuelles sur le réseau internet*, dir. J. Huet, Thèse Paris 2, 2018
- Th. Toutin, *Le djihadisme, aspects criminologiques et juridiques*, dir. P. Morvan, Thèse Paris 2, 2017
- R. Diarra, *Les lois pénales à l'épreuve de la cybercriminalité en Afrique de l'Ouest*, dir. D. Chilstein, Thèse Paris 1, 2017
- A. Bavitot, *Les manquements au devoir de probité*, dir. X. Pin, Thèse Lyon III, 2016.
- Y. Togola, *La motivation des décisions de justice pénales*, dir. E. Hirsoux, Th. Paris-Saclay, 2016.
- R. Brenes Vargas, *Contribution à l'étude des abus de la liberté d'expression dans le domaine judiciaire en France et au Costa-Rica*, dir. Ch. Lazerches, Thèse Paris 1, 2016.
- O. Ah-Thion, *Contribution à l'étude du principe de précaution en droit pénal et politique criminelle*, dir. Ch. Lazerches, Thèse Paris 1, 2014.
- E. Raschel, *La pénalisation des atteintes au consentement contractuel*, dir. Danti-Juan et R.-N. Schütz, Thèse Poitiers, 2013.
- A. Robitaille-Froidure, *Liberté d'expression et protection du mineur sur Internet*, dir. V. Champeil-Desplats, Thèse Paris X, 2013.
- I. Pignard, *La liberté de création*, dir. F. Siirainen, Thèse Nice, 2013.
- J. Lagoutte, *Les conditions de la responsabilité en droit privé*, dir. J.-Ch. Saint-Pau, Thèse Bordeaux IV, 2012.
- Ph. Piot, *Du caractère public du procès pénal*, dir. F. Fourment, Thèse Nancy, 2012.
- W. Duhén, *La responsabilité extradélictuelle du fournisseur d'accès à Internet*, dir. H. Isar, Thèse Aix-en-Provence, 2012.
- J. Capitaine, *Le principe de légalité pénale dans les droits européens*, dir. J. Flauss-Diem, Thèse Amiens, 2011.
- B. Nicaud, *Le droit à la liberté de recevoir un message artistique*, dir. J.-P. Marguenaud, Thèse Limoges, 2011.
- G. Liger, *Critique et droit des affaires – contribution au développement des libertés fondamentales dans le monde des affaires*, dir. A. Constantin, Thèse Rennes, 2010.
- N. Droin, *Les limitations à la liberté d'expression dans la loi sur la presse du 29 juillet 1881, disparition, permanence et résurgence du délit d'opinion*, dir. P. Charlot, Thèse Dijon, 2009.
- G. Beaussonie, *La prise en compte de la dématérialisation des biens par le droit pénal : contribution à l'étude de la protection pénale de la propriété*, dir. B. de Lamy, Thèse Toulouse, 2009.
- S. Nogaro, *La diffusion de l'information et le droit pénal*, dir. A. Raynouard, Thèse Paris Dauphine, 2008.
- E. Revel, *Les rapports entre propriété et responsabilité*, dir. F. Siirainen, Thèse Nice, 2008 ;
- H. Py-Lebrun, *Essai sur la théorie de la culpabilité*, dir. P. Morvan, Thèse Paris 2, 2007 ;
- Ph. Gros, *La protection pénale des créations immatérielles*, dir. V. Malabat, Thèse Pau, 2007 ;
- A. Jaber, *Les infractions commises sur Internet*, dir. H. Bonnard, Thèse Dijon, 2007 ;
- F. Terryn, *Les qualités personnelles de la victime en droit criminel*, dir. J.-F. Seuvic, Thèse Besançon, 2007 ;
- A. Mihman, *Contribution à l'étude du temps dans la procédure pénale, pour une approche unitaire du temps de la réponse pénale*, dir. J. Francillon, Thèse Paris XI, 2007 ;
- L. Bottallo, *La diversité culturelle dans un cadre économique et technologique en mutation*, dir. J. Huet, Thèse Paris 2, 2006 ;

- Ph. Bonnet, *L'application du droit de la concurrence aux droits de propriété intellectuelle*, dir. Ch. Alleaume, Thèse Caen, 2006 ;
- C. Peila-Binet, *Le rôle des circonstances aggravantes dans l'élaboration d'un droit pénal spécifique*, dir. J.-Y. Chevallier, Thèse Rennes 1, 2006 ;
- S. Segretain, *La répression de la discrimination*, dir. J.-Y. Chevallier, Thèse Rennes 1, 2006 ;
- E. Sudre, *La protection de la vie privée et de l'image de la personne face au droit à l'information du public*, dir. B. Beignier, Thèse Toulouse 1, 2005.

Autres rapports :

- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à M. Pierre Rousseau pour sa thèse intitulée : « *La légitimité de l'infraction* », Nantes, 2019, dir. F. Rousseau ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à Mme Adra Zouhal pour sa thèse intitulée : « *Le risque en droit pénal* », Rennes 1, 2017, dir. E. Verny ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à M. Paul Cazalbou pour sa thèse intitulée : « *Étude de la catégorie des infractions de conséquence, contribution à une théorie des infractions conditionnées* », Toulouse, 2014, dir. B. de Lamy ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à Mme E. Letouzey pour sa thèse intitulée : *La répétition de l'infraction*, Toulouse, 2014, dir. B. de Lamy ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à Mme C. Gatto pour sa thèse intitulée : *Le pardon en droit pénal*, Nice, 2012, dir. R. Bernardini ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à M. L. Rousvoal pour sa thèse intitulée : *L'infraction composite, essai sur la complexité en droit pénal*, Rennes 1, 2012, dir. P. Morvan ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à Mme Ch. Claverie-Rousset pour sa thèse intitulée : *L'habitude en droit pénal*, Bordeaux IV, 2011, dir. V. Malabat ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à Mlle M. Benejat pour sa thèse intitulée : *La responsabilité pénale professionnelle*, Bordeaux IV, 2010, dir. J.-Ch. Saint-Pau ;
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à M. A. Botton pour sa thèse intitulée : *Contribution à l'étude de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil*, Toulouse, 2008, dir. B. de Lamy ;
- Rapport en vue de l'obtention du titre de Professeur (voie longue) sur les travaux de M. A. Latreille, MCF à Paris XI, 2008.
- Rapport en vue de l'attribution d'un prix à M. F. Rousseau pour sa thèse intitulée : *L'imputation dans la responsabilité pénale*, Bordeaux IV, 2007, dir. J.-Ch. Saint-Pau ;

Habilitation à diriger des recherches :

- Rapport sur la candidature de Mme B. Thellier de Poncheville, MCF Lyon, 2017.
- Rapport sur la candidature de Mme C. Renaud-Duparc, MCF Angers, 2016.
- Rapport sur la candidature de M. A. Latil, MCF Paris Sorbonne, 2016.
- Rapport sur la candidature de M. L. Saenko, MCF Paris Sud, 2015.
- Rapport sur la candidature de Mme N. Droin, MCF Besançon, 2015.
- Rapport sur la candidature de M. J. Bossan, MCF Poitiers, 2014.
- Rapport sur la candidature de Mme J. Lelieur, MCF Strasbourg, 2013.
- Rapport sur la candidature de M. R. Méssa, MCF Côte d'Opale, 2013
- Garant en vue de l'habilitation à diriger des recherches de M. St. Detraz, MCF à Paris Sud, 2013.
- Rapport la candidature de Mme A. Lebois, MCF Nantes, 2012.
- Rapport la candidature de Mme A. Lucas-Schloetter, enseignante à l'Université Ludwig-Maximilian (Munich), 2009.
- Rapport sur la candidature de Mme C. Saas, MCF Nantes, 2008.
- Rapport sur la candidature de Mme C. Ruet, MCF Paris XIII, 2008.
- Rapport sur la candidature de M. J.-R. Binet, MCF Besançon, 2007.

Direction de thèses en cours :

- A. Alsaleh, *L'unité des fautes civile et pénale en droit comparé franco-syrien*, Th. Paris 1, depuis sept. 2014.
- S.-S. Beom, *La recevabilité des preuves dans les procédures pénales française et coréenne du sud*, Th. Paris 1, depuis 2019.
- E. Gunaydin, *Le statut juridique de la presse en ligne*, Th. Paris 1, depuis 2019.
- I. Haddad, *La protection du mineur délinquant en droits français et tunisien*, Th. Paris 1, depuis 2019.

Thèses soutenues :

- C. Wasenda, *La constitutionnalisation du droit pénal en droit comparé franco-congolais*, Th. Paris 1, 2019.
- C. Ballot, *Les éléments constitutifs de l'infraction*, Th. Paris-Sud, 2017. – MCF à l'Université de Paris 1 ;
- D. Chauvet, *La vie privée, étude de droit privé*, Th. Paris-Sud, 2014 ;
- M. Bunel, *L'amnistie des criminels de masse ordinaires*, Th. Paris-Sud, 2012 : mention très honorable ;
- V. Lemoine, *Le régime des constatations policières sur Internet*, Th. Paris-Sud, 2012 : mention honorable ;
- M. Tascher, *Les revirements de jurisprudence*, Th. Besançon, 2011 : mention honorable ;
- H. Hasnaoui, *Vieillesse et droit pénal*, Th. Besançon, 2009 : mention très honorable avec félicitations du jury. – Qualifiée aux fonctions de MCF en fév. 2011.

Préface :

- V. Lemoine, *Le régime des constatations policières sur Internet* : l'Harmattan, 2014, 261 p.

Entretiens :

- « Il faut que notre conception de la vie privée et de l'image évolue » : *JCP G* 2018, 3 questions à, 1195
- « La nécessaire protection de la liberté de communication » : *JCP E* 2018, 3 questions à, 864
- « Liker un contenu injurieux revient-il à injurier autrui ? » : *D.* 2017, p. 1464.
- « La sortie du territoire interdite pour certains Français ? » : *D.* 2015, p. 912.
- « Affaire Hortefeux : impunité à raison d'une injure raciale non publique » : *D.* 2011, p. 2328.

Communications publiques :

- "Gravité et théorie de la responsabilité pénale", lors du XXIVe congrès de l'AFDP sur le thème : *Gravité et droit pénal*, à Lille, le 6 mars 2020.
- "Proposition de loi Avia, vers une pré-responsabilité éditoriale des plateformes ?", lors du Forum Légipresse du 15 nov. 2019, sur le thème : *Réseaux sociaux, contenus haineux ou illicites et responsabilité*, Paris.
- "Les discriminations indirectes, regard du pénaliste", lors du colloque organisé sur le thème : *La lutte contre les discriminations au travail dans le Code du travail et le Code pénal*, à la faculté J. Monnet de Sceaux, le 21 nov. 2019.
- "Précaution contre précaution en droit pénal : les limites de l'anticipation", lors du colloque organisé sur le thème : *Les approches de la précaution comme outil de gouvernance*, à la faculté de droit du Mans, le 29 nov. 2019.
- "Contrôle de cassation et légalité pénale", lors du colloque organisé sur le thème Réformer la Cour de cassation par l'ADPG et l'EDS, le 11 avril 2019, à la Sorbonne.
- "Le rôle des médias dans le procès pénal", à l'occasion d'une conférence organisée le 13 mars 2019, par le Collège de droit de l'EDS (Université Paris 1).
- "La responsabilité pénale dans l'avant-projet de Livre 1 du futur Code pénal tunisien à l'aune de l'expérience française", lors d'un colloque organisé à Tunis par la Commission du Code pénal les 28 et 29 nov. 2018, sur le thème La réforme du Code pénal tunisien.
- "La diffamation saisie par les juges français", lors de la journée d'étude organisée par l'IREDIÉS de Paris 1, le 19 octobre 2018, sur le thème "La diffamation saisie par les juges en Europe".
- "Les apports de la loi du 27 janvier 2017", lors du Forum Légipresse du 17 octobre 2018 sur le thème "La liberté d'expression dans la tourmente numérique", Paris.
- "Motivation de la peine et contrôle de proportionnalité", lors du colloque "La motivation de la peine" organisé par le Ceprisca (Université de Picardie), à Amiens, le 14 juin 2018.
- "Le journaliste, acteur de la justice ?", lors d'une journée d'étude à Paris 1, le 5 mars 2018, organisée par l'ISJP-UMR 8103, sur Les défis contemporains du journalisme d'investigation.
- "Discriminations à raison du sexe, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre en droit pénal", lors d'un colloque international organisé les 10-12 mai 2017, à la faculté de droit d'Angers par le GEDI (programme Genre et Discriminations sexistes et homophobes), dir. D. Borrillo et F. Lemaire.
- "La fonction punitive", lors d'un séminaire organisé par le Laboratoire de sociologie juridique de Paris 2, sur "Les fonctions sociales de la responsabilité civile", le 12 déc. 2016.
- "Atteinte au principe d'égalité et responsabilité pénale des personnes morales", lors de la journée franco-russe du 7 nov. 2016 organisée par l'IRJS et l'IEA sur le thème "Responsabilité pénale et administrative des personnes morales".
- "L'opportunité d'une sortie des infractions de presse de la loi du 29 juill. 1881 au regard d'un exemple précis : le cas des délits d'apologie du terrorisme et de provocation aux actes de terrorisme", lors du colloque des 3-

- 4 nov. 2016, organisé par le Credespo de l'Université de Bourgogne, sur le thème "Réécriture de la loi sur la presse".
- "*Le droit pénal : droit de l'infraction ou droit du délinquant ?*", lors du colloque organisé les 13 et 14 oct. 2016 par le CRJP de la faculté d'Orléans sur le thème "Faut-il rethéoriser le droit pénal ?".
 - "*L'enseignement des sciences criminelles au défi des droits fondamentaux*", lors d'une journée organisée par l'IODE à la Faculté de droit de Rennes, le 26 juin 2015, en l'honneur du Doyen G. Fournier.
 - "*La faute*", lors d'un séminaire organisé le 18 juin 2015 par l'UMR de droit comparé de Paris (G. Giudicelli-Delage et St. Manacorda) sur le thème "Les catégories du procès et de la responsabilité à l'épreuve du principe de précaution".
 - "*Fallait-il abroger les peines plancher ?*", lors de la conférence organisée par l'ADEA-Paris 1, à la Grand Chambre de la Cour de cassation, sur le thème : "Loi du 15 août 2014 : quelles évolutions dans la conception du sens de la peine ?", le 10 avril 2015.
 - "*Le contrôle administratif des sites internet*", lors de la matinale consacrée à "La lutte contre la cybercriminalité", organisée par l'IRJS et le réseau Gesica, le 4 mars 2015, à Paris 1.
 - "*L'influence de la QPC en droit pénal*", lors du colloque "5 ans de QPC : une révolution inachevée ? ", organisé à la faculté de droit de Montpellier, le 6 mars 2015
 - "*Faut-il rétablir la fourchette des peines de référence ?*", lors du colloque "Faut-il régénéraliser le Code pénal ?", organisé à la faculté de droit de Tours, les 6 et 7 novembre 2014.
 - "*La lutte contre les contenus racistes, antisémites et xénophobes sur internet*", audition devant la CNCDH, le 23 octobre 2014, de 11 à 12 H.
 - "*Que reste-t-il du principe de responsabilité personnelle des personnes physiques ?*", lors du colloque : "Le nouveau Code pénal, vingt ans après", organisé à la faculté J. Monnet de Sceaux, le 20 mars 2014.
 - "*L'autorité de la chose interprétée : approche comparée (CEDH, Cons.const., C.cass.)*", lors du XXI^e congrès de l'AFDP sur le thème "Histoire et méthodes d'interprétation en droit criminel" organisé à Nancy les 17 et 18 octobre 2013.
 - "*Panorama de jurisprudence pénale 2012-2013*" et table ronde sur "*L'évolution de la responsabilité pénale des personnes morales*", lors des *Entretiens de droit pénal et procédure pénale* organisés pour le compte de la *Gazette du Palais*, le 19 juin 2013 (codirection scientifique avec F. Fourment).
 - "*L'appréciation des conditions de forme par le juge civil en matière de presse*", lors du colloque du CRJFC, organisé à l'université de Franche-Comté sur le thème : "La régulation par le juge de l'accès au prétoire", les 18 et 19 oct. 2012.
 - "*Enchères en ligne : courtage et responsabilités*", lors du colloque du CERDI, organisé à l'INHA, le 9 mai 2012, sur le thème "L'art en mouvement".
 - "*Les hésitations du droit pénal face au plagiat*", lors du colloque du CERSA, organisé à l'université de Panthéon-Assas, les 20 et 21 oct. 2011, sur le thème : "Le plagiat de la recherche scientifique".
 - "*Droit pénal et droit européen des droits de l'homme*", lors du XX^e congrès de l'AFDP, organisé par l'ISCI à Bordeaux les 5-7 oct. 2011, sur le thème : "Le droit pénal et les autres branches du droit : regards croisés".
 - "*Les incidences de la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la notion de peine*", lors du colloque du 14 juin 2011, organisé à la maison de la Chimie par l'IEJ et la faculté de droit de Sceaux.
 - "*La notion de publication en droit pénal de la presse*", lors du colloque du 28 janvier 2011, organisé par l'ISC de l'Université Bordeaux IV intitulé "La loi du 29 juillet 1881 et le droit pénal commun".
 - "*La clémence et le droit pénal*", lors du colloque des 18 et 19 novembre 2009, organisé au sein de la Faculté de droit du Havre, par le Gredfic, intitulé "La clémence et le droit".
 - "*La liberté d'expression comme 'droit' concurrent*", lors du colloque du 26 mars 2009, organisé en l'honneur des 20 ans du Cerdi à la Maison du barreau de Paris, intitulé "La propriété littéraire et artistique en quête de sens".
 - "*La réversibilité des droits de l'homme*", lors du colloque des 22 et 23 janvier 2009, organisé au sein de la Faculté de droit de Nice, par le CREDECO, intitulé "Droit économique et droits de l'homme".
 - "*La lutte contre les propos racistes et révisionnistes*", lors du colloque des 9 et 10 octobre 2008, organisé au sein de la Faculté de droit de Nice, par le CEDOR, intitulé : "Les médias et l'Europe, contenu de l'information : entre errance et uniformisation".
 - "*L'auteur de l'infraction de presse : auteur naturel ou artificiel ?*", lors de la journée des masters Droit pénal de Bordeaux et Toulouse, du 7 mai 2008, organisé par l'Institut de sciences criminelles de Bordeaux.
 - "*La contribution des arrêts français à Strasbourg à l'évolution du droit pénal et de la procédure pénale en France depuis 1998*", lors du colloque des 20 et 21 mars 2008, organisé par le CREDHO-Paris Sud et l'IFDHBP, en remplacement du Pr. J. Francillon.
 - "*La médiation pénale, objet juridique mal identifié*", lors de la journée d'études : "La médiation : ses différents visages", organisé au sein de la Faculté de droit de Besançon, le 31 janvier 2008.
 - "*La dignité des personnes âgées*", lors du Colloque : "Vieillesse et droit de la personne", organisé au sein de la Faculté de droit de Besançon, les 18 et 19 octobre 2007.

- "*L'amateur sur Internet : questions juridiques*", lors du Forum Légipresse : "Les amateurs, création et partage de contenus sur Internet", organisé à la Maison du Barreau de Paris, le 4 oct. 2007.
- "*Les nouvelles incriminations... Retour sur cinquante ans de droit pénal d'auteur*", lors du Colloque : "1957-2007 : cinquante ans de droit d'auteur", organisé au sein de la Faculté de droit de Caen par le laboratoire PrINT, le 23 mars 2007.
- "*Liberté de communication et droit d'auteur*", lors du Colloque : "*La loi du 1^{er} août 2006, dite DADVSI : une occasion manquée ?*", organisé au sein de la Faculté de droit de Nantes par l'IRDP, le 8 février 2007.
- "*Récidive et conflits de lois dans le temps*", lors du Colloque : "*Le retour à la délinquance – actualité de la loi du 12 déc. 2006*", organisé au sein de la Faculté de droit de Besançon par le CRJFC, le 25 janvier 2007 ;
- "*Causalité en matière pénale et civile*", lors du Colloque : "*Les distorsions du lien de causalité en droit de la responsabilité*", organisé au sein de la Faculté de droit de Rennes par l'IODE-CRJO, les 15 et 16 décembre 2006 ;
- "*Sécurité juridique et droit pénal économique*", lors du Colloque : "*Sécurité juridique et droit économique*", organisé au sein de la Faculté de droit de Nice par le CREDECO-GREDEG, les 26 et 27 octobre 2006 ;
- "*La répression du Peer to peer*", lors du Forum Légipresse : "*La loi sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information*", organisé à la Maison du Barreau de Paris, le 5 oct. 2006 ;
- "*L'extension de la répression des propos racistes ou xénophobes introduite par la loi Perben 2*", lors du Forum Légipresse : "*Le droit de la presse, une spécialité légitime ou dépassée ?*", organisé à la Maison du Barreau de Paris, le 29 sept. 2005 ;
- Audition, le 27 sept. 2004, sur le projet de loi relatif à la lutte contre les propos discriminatoires à caractère sexiste ou homophobe, par Mme B. Barèges, rapporteur du projet, au nom de la Commission des lois de l'Assemblée nationale ;
- "*La responsabilité des internautes et éditeurs de sites*", lors de la Rencontre annuelle du CEJEM sur "*La loi pour la confiance dans l'économie numérique*", organisée le 3 juin 2004 sous la direction du Professeur J. Huet et la présidence du Professeur P. Catala, à l'Institut de droit comparé (Paris) ;
- "*Les limites de l'information par l'image*", au Colloque sur "*L'image*", organisé les 4 et 5 déc. 2003 par le Centre d'études et de recherches sur les contentieux de la Faculté de droit de Toulon et du Var, sous la direction du Professeur J.-J. Sueur ;
- "*Du lecteur alibi, réflexion sur les multiples fondements du droit du public à l'information*", lors de la journée d'études du 5 déc. 2002, à l'IEP de Rennes, consacrée au "*Lecteur*" ;
- "*Présomption et responsabilité du directeur de la publication*", au Colloque du 5 mars 2002 organisé par l'ADECOM, à l'Université Paris II (Panthéon-Assas), sur le thème "*La loi de 1881, une loi pour le 21^{ème} siècle ?*".

Liste des publications- plan :

I. - OUVRAGES

- A. - Droit pénal général, spécial, procédural
- B. - Droit de la presse et autres droits

II. - CHRONIQUES ET ETUDES

- A. - Droit pénal général, spécial, procédural
- B. - Sources du droit et droits fondamentaux
- C. - Droit de la communication et de l'internet
- D. - Droit civil des personnes et des biens
- E. - Droit de la propriété intellectuelle

III. - PARTICIPATIONS A DES OUVRAGES COLLECTIFS

- A. - Mélanges
- B. - Grands arrêts du droit des libertés fondamentales
- C. - Dictionnaire des droits fondamentaux
- D. - Précis de culture juridique
- E. - Lamy social
- F. - Lamy Droit pénal des affaires
- G. - Répertoire pénal Dalloz

IV. - FASCICULES AU JURIS-CLASSEUR

- A. - J.-Cl. *Pénal Code*
- B. - J.-Cl. *Pénal Lois annexes*
- C. - J.-Cl. *Communication*
- D. - J.-Cl. *Propriété littéraire et artistique*

V. - COMMENTAIRES D'ARRET

- A. - Droit pénal général, spécial, procédural
- B. - Sources du droit et droits fondamentaux
- C. - Droit de la communication et de l'internet
- D. - Droit des biens
- E. - Droit de la propriété intellectuelle

VI. - OBSERVATIONS SOUS ARRETS

- A. - *JCP éd. G*, chronique annuelle *Droit de la presse et des médias*
- B. - *Petites Affiches*, chronique trimestrielle de *Droit rural*,
- C. - *RSC* : chronique biannuelle de *Droit pénal de l'information et de la communication*
- D. - *Gazette du Palais*, chronique trimestrielle, *Droit pénal général et spécial*

VII. - EDITORIAUX et COORDINATION

I. - OUVRAGES

A. - Droit pénal général, spécial, procédural

- 1) *Droit pénal spécial* : LGDJ, coll. « Manuels », 2020, 874 p.
- 2) *Droit pénal général* : LexisNexis, coll. « manuel », 5^e éd., 2019, 1517 p. - 4^e éd., 2016, 1395 p. - 3^e éd., 2014, 1325 p. - 2^e éd., 2012, 1228 p. – 1^{ère} éd., 2010, 1132 p. – issu d'un cours publié, sous le même titre, chez : Flammarion, coll. « Champs-Université », 2006, 348 p.
- 3) *Procédure pénale* : LGDJ, coll. « cours », 1^{ère} éd., 2016, coécrit avec O. Mouysset, procureur de la République. - spécialement les passages consacrés à l'action civile (pp. 101-148), à l'instruction (pp. 183-322) et au jugement (p. 323-433).
- 4) *Droit pénal spécial* : Ellipse, coll. « Cours magistral », 3^e éd., 2016, 738 p. - 2^e éd., 2012, 732 p. – 1^{ère} éd., 2008, 697 p.

B. - Droit de la presse et autres droits

- 5) *Droit de la communication* : LexisNexis, 1^{ère} éd., 2018, 1161 p.
- 6) *Responsabilités civile et pénale des médias* : LexisNexis, 3^e éd., 2012, 592 p. - 2^e éd., 2008, 555 p. et 1^{ère} éd., 2002, 454 p. (sous le titre *Droit à l'information*), avec une préface du Pr. J. Huet.
- 7) *Droit de la communication numérique* : LGDJ, coll. « manuel », 2011, 376 p., en collaboration avec le Pr. J. Huet.
- 8) *Traité de droit de la presse et des médias* : LexisNexis, 2009, codirigé avec les Pr. Beignier et de Lamy, 1419 p.
- 9) *Le lecteur, approches sociologique, économique et juridique* : L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2004, ouvrage collectif co-dirigé avec P. Le Floch, 268 p.
- 10) *Le dépôt légal, essai sur une garantie nécessaire au droit du public à l'information* : LGDJ, coll. « Bibl. droit privé », t. 371, 2003, avant-propos G. Cohen-Jonathan, préface B. Beignier, 473 p.

II. - CHRONIQUES ET ETUDES

A. - Droit pénal général, spécial, procédural

- 1) "La justice pénale des mineurs : une aberrante justice ?" : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, pp. 84-86.
- 2) "Un an de droit européen en matière pénale" : *Dr. pén.* 2020, étude 4, pp. 19-27.
- 3) "L'emprisonnement ferme, entre renouveau et déclin ? ", in *Quelles mutations pour la justice pénale du XXI^e siècle ?*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2020, pp. 205-216.
- 4) "Faire et (y) penser" : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 72-75.
- 5) "Retour sur une éventuelle garantie pénale du principe de précaution" : *D.* 2020, pp. 159-164.
- 6) "Le stage comme peine après la loi de programmation du 23 mars 2019" : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, n°40, pp. 79-82.
- 7) "Contrôle de cassation et légalité pénale" : *Dr. pén.* 2019, étude 20, n°9, pp. 22-26.
- 8) "Premières observations sur les peines dans la loi du 23 mars 2019" : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, n°17, pp. 45-50.
- 9) "Un an de droit européen en matière pénale" : *Dr. pén.* 2019, étude 4, pp. 36-43.
- 10) "La motivation et le contrôle de proportionnalité", in *La motivation de la peine* : Ceprisca, coll. Colloques, 2019, pp. 57-81.
- 11) "Lutte contre les fausses informations : le désaveu du droit pénal" : Lexbase Pénal, janv. 2019, pp. 27-33, n° N7135BXX
- 12) "Confiscation et proportionnalité" : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, n°38, pp. 73-77.
- 13) "Les discriminations à raison du sexe, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre en droit pénal" : *Les nouveaux PASC*, vol. XXVIII, PUAM, 2018 pp. 101-114.
- 14) "La notion d'outrage" : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, n°16, pp. 74-76.
- 15) "La Cour de cassation contrôle-t-elle la motivation des peines par les juges du fond ?" : *Dr. pén.* 2018, étude 8, pp. 10-12.
- 16) "Un an de droit européen en matière pénale" : *Dr. pén.* 2018, étude 4, pp. 19-26.
- 17) "Pourquoi motiver les peines ?" : *D.* 2018, chronique, pp. 576-582.
- 18) "La motivation des peines : quoi et comment ?" : *JCP G* 2018, étude 330, pp. 554-559.

- 19) "L'opportunité des incriminations dans la jurisprudence constitutionnelle" : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, n°36, pp. 68-69.
- 20) "Le droit pénal : droit de l'infraction ou droit du délinquant ?", in *Faut-il rethéoriser le droit pénal ?* : LexisNexis, 2017, pp. 135-141.
- 21) "Un an de droit européen en matière pénale" : *Dr. pén.*, avril 2017, étude n°4.
- 22) "L'objet de la sanction pénale" : *D.* 2016, pp. 2583-2588.
- 23) "L'influence de la QPC en droit pénal", in *La QPC : une révolution inachevée ?* : Institut Varenne, coll. Colloques & essais, 2016, pp. 140-147.
- 24) "L'évolution du contrôle de cassation en matière pénale" : *Dr. pén.*, 2016, étude 24, pp. 9-13
- 25) "Irresponsabilité ou responsabilité pénale des personnes morales de droit public ? " : *JCP éd. G* 2016, étude 1256, pp. 2155-2161.
- 26) "Un contrôle de proportionnalité à la Cour de cassation ?" : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, n°34, pp. 67-70
- 27) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2016, étude n°4.
- 28) "Motivation de la peine, légalité et individualisation", *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, pp. 74-76.
- 29) "Fallait-il abolir les peines plancher ?", in *Faut-il « régénéraliser » le droit pénal ?* : LGDJ, coll. « GrandsColloques », 2015, pp. 195-212.
- 30) "L'autorité de la chose interprétée (approche comparée) ", in *Histoire et méthodes d'interprétation en droit criminel*, Dalloz, coll. « thèmes et commentaires », 2015, pp. 157-173
- 31) "Responsabilité pénale des personnes morales : question d'imputation ou d'imputabilité ? » : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, pp. 24-25.
- 32) "Droit pénal et principe de précaution", *D.* 2015, pp. 1912-1918.
- 33) "Les conflits de lois de prescription dans le temps", *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, pp. 31-35.
- 34) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2015, étude n°4.
- 35) "Les conditions mises au prononcé d'une contrainte pénale par la loi du 15 août 2014", *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, pp. 17-20.
- 36) "Que reste-t-il du principe de responsabilité personnelle des personnes physiques ?", in *Le nouveau Code pénal, 20 ans après* : LGDJ, 2014, pp. 97-106
- 37) "Sur les fonctions respectives de l'amende et de la confiscation", *Gaz.Pal.*, 11-13 mai 2014, pp. 16-17.
- 38) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2014, étude n°4.
- 39) "La violence ou la ruse ? ", *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, pp. 6-8.
- 40) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2013, étude n°4, pp. 20-30.
- 41) "Commentaire des dispositions de la loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel", *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, pp. 8-14.
- 42) "Droit pénal et droit européen des droits de l'homme", in *Droit pénal et autres branches du droit, regards croisés* : Cujas, coll. « actes et études », 2012, pp. 399-425.
- 43) "Que veut-on protéger au titre du harcèlement sexuel ? ", *JCP* 2012, Libre propos 1057.
- 44) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2012, étude n°3, pp. 15-26.
- 45) "Les incidences de la jurisprudence récente du Conseil constitutionnel sur la peine", *Lamy Dr.aff.*, suppl. au n°63, sept. 2011, pp. 39-42.
- 46) "La philosophie extrapénale du droit pénal", in *Questions de droit pénal* : L'Harmattan, coll. « Champs libres », n°8, dir. J.-J. Sueur et G. Dorvaux, pp. 217-244.
- 47) "Le Conseil constitutionnel et la 'matière' pénale" : *JCP* 2011, 976, pp. 1614-1621.
- 48) "La clémence et le droit pénal", in *La clémence et le droit* : Economica, coll. « études juridiques », t. 38, 2011, dir. J.-M. Jude, pp. 45-62.
- 49) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2011, étude n°3, pp. 19-31.
- 50) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2010, étude n°3, pp. 27-39.
- 51) "Notations sur l'éclatement des circonstances aggravantes", in *La réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale* : Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2009, dir. Malabat-de Lamy-Giacopelli, pp. 63-70.
- 52) "La contribution de la jurisprudence européenne à l'évolution du droit pénal et de la procédure pénale en France depuis 1998", in *La France et la Cour EDH, 1998-2008* : Bruylant, Bruxelles, coll. « Credho », 2009, pp. 189-221.
- 53) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2009, étude n°4, pp. 16-26.
- 54) "A quoi sert le réexamen des décisions pénales après condamnation à Strasbourg ?", *D.*, 2008, chron., pp. 1705-1708.
- 55) "La médiation pénale, un objet juridique mal identifié", *JCP* 2008, I, 131, pp. 21-26.
- 56) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2008, étude n°3, pp. 32-37.
- 57) "Sécurité juridique et droit pénal économique", in *Sécurité juridique et droit économique* : Larcier, Bruxelles, 2007, dir. L. Boy, J.-B. Racine et F. Siirainen, pp. 381-448.

- 58) "Causalité civile et pénale", in *Les distorsions du lien de causalité en droit de la responsabilité : Lamy Droit civil*, suppl. au n°40, juill.-août 2007, pp. 35-38.
- 59) "Le temps de la récidive et le juge de la loi (à propos des deux arrêts européens *Achour c. France*)", *RTDH* 2007/71, pp. 733-756.
- 60) "La causalité directe de l'infraction", *Dr. pén.* juin 2007, étude n°9, pp. 5-11
- 61) "La sécurité juridique et le droit pénal économique", *Dr.pén.* déc. 2006, étude n°20, pp. 5-8.
- 62) "L'imputation des infractions aux règles d'hygiène et de sécurité", *Rev.sc.crim.*, n°2004/4, pp. 813-826.
- 63) "Les pouvoirs délégués afin d'exonérer pénalement le chef d'entreprise", *D.*, 2004, pp. 937-943.
- 64) "L'entrave aux libertés publiques, une incrimination dangereuse ?", *D.*, 2004, chron., pp. 716-720 (cosignée avec C. Rojinsky).

B. - Sources du droit et droits fondamentaux

- 65) "La place de la chambre criminelle dans la réforme de la Cour de cassation", in *Réformer la Cour de cassation, le projet de réforme en débat*, Irjs éd., coll. Bibl. Irjs, t. 106, 2019, pp. 45-52.
- 66) "Fermeture des lieux de culte appelant au djihad", *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2018, n°3, pp. 78-81.
- 67) "La main invisible de la Cour de cassation", *D.* 2016, point de vue, pp. 2473-2474.
- 68) "Le filtrage des pourvois ou la tentation pour la Cour de cassation d'agir en cour suprême", *Gaz.Pal.*, 12-13 juin 2015, pp. 6-8.
- 69) "Les restrictions administratives à la liberté d'aller et de venir des personnes suspectées de terrorisme", *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, pp. 22-26.
- 70) "La réversibilité des droits de l'homme dans le domaine économique", in *Droit économique et droits de l'homme* : Larcier, Bruxelles, 2009, dir. L. Boy, J.-B. Racine et F. Siirainen, pp. 205-244.
- 71) "Observations sur quelques applications récentes de l'article 10 de la Convention européenne", *RTDH* 2007/71, pp. 615-640.
- 72) "Du caractère fondamental de certains droits", *RRJ-Droit prospectif*, PU Aix-Marseille, 2006/2, pp. 551-580.
- 73) "La fonction des droits fondamentaux dans l'ordre juridique", *D.* 2006, pp. 748-754.
- 74) "L'assimilation par le Juge judiciaire de la Convention européenne des droits de l'homme", *RRJ-Droit prospectif*, PU Aix-Marseille, 2004/2, pp. 861-901.
- 75) "Légitimité de l'information par l'image", *Légipresse* n°209-II, mars 2004, pp. 31-35.
- 76) "Du lecteur alibi, réflexion sur les multiples fondements du droit à l'information", in *Le lecteur*, ouvrage collectif précité, pp. 221-267.

C. - Droit de la communication et de l'internet

- 1) "Les dispositions rescapées de la loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet", *JCP G* 2020, Aperçus rapides, 882.
- 2) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2020, pp. 237-251.
- 3) "La diffamation saisie par les juges français", in *La diffamation saisie par les juges en Europe*, Pédone, coll. Cahiers européens, n°12, 2019, pp. 53-61.
- 4) "Lutte contre la haine en ligne : les apports de la loi Égalité et citoyenneté du 27 janv. 2017", *Légipresse* 2019-1, hors série 61, pp. 23-32.
- 5) "Fausse bonne nouvelle : la loi du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information", *Légipresse* janv. 2019, pp. 19-33 et *Légicom* 2019/1, n°60, pp. 75-95.
- 6) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2019, pp. 216-227.
- 7) "La vie privée, propos conclusifs et prospectifs" : *Justice et cassation* 2018, pp. 119-141.
- 8) "Le journaliste, acteur de la justice ?", *Légipresse* mars 2018, n°358, pp. 138-142.
- 9) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2018, pp. 208-217.
- 10) "Durcissement des poursuites en matière de provocation, diffamation et injure non publiques à caractère raciste et discriminatoire" : *Légipresse* oct. 2017, pp. 506-508
- 11) "La requalification d'un propos ségrégationniste en matière de presse", *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, n°16, pp. 83-86.
- 12) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2017, pp. 181-190.
- 13) "L'opportunité d'une sortie des infractions de presse de la loi du 29 juillet 1881 au regard d'un exemple précis : le cas des délits de provocation et apologie du terrorisme", in *La réécriture de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, une nécessité ?* : LGDJ, coll. GrandsColloques, 2016, pp. 37-49.
- 14) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2016, pp. 277-286.

- 15) "Le blocage de l'accès aux sites terroristes ou pédopornographiques", *JCP* éd. G 2015, étude 423, pp. 685-690.
- 16) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2015, pp. 342-351.
- 17) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2014, pp. 508-517.
- 18) "L'appréciation des conditions de forme par le juge civil en matière de presse", in *La régulation par le juge de l'accès au prétoire* : Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2013, pp. 119-129.
- 19) "Responsabilités civile et pénale et droit de la presse" : *Resp. civ. et ass.*, mai 2013, étude 33, pp. 49-52.
- 20) "Sur la prescription des infractions de presse commises avec un mobile discriminatoire" : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, pp. 19-20.
- 21) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2013, pp. 457-467.
- 22) "Les nouvelles responsabilités sur internet", *AJ pén.* 2013, pp. 15-18.
- 23) "L'accès au juge civil en matière de presse", *Légipresse* fév. 2012, n°291, pp. 83-89 et in *L'accès au juge, recherche sur l'effectivité d'un droit* : Bruylant, 2013, pp. 735-749.
- 24) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2012, pp. 765-774.
- 25) "La notion de publication en droit pénal de la presse", in *Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice*, n°1 : Cujas, 2011, pp. 147-169.
- 26) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2011, pp. 780-792.
- 27) "Où va la Cour de cassation en matière de presse ?", *JCP* 2010, Libre propos, 833, pp. 1546-1548.
- 28) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2010, pp. 14-22.
- 29) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (janv. – déc. 2009), *Légipresse*, mars 2010, n°269-II, pp. 29-26.
- 30) "La lutte contre les propos racistes et révisionnistes", in *Les médias et l'Europe* : Larcier, Bruxelles, coll. « Europe(s) », 2009, dir. P. Auvret, pp. 143-157.
- 31) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2009, pp. 17-24.
- 32) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (janv. – déc. 2008), *Légipresse*, mars 2009, n°259-II, pp. 19-28.
- 33) "La faute lucrative des médias, prétexte à une réflexion sur la peine privée", *JCP* 2008, I, 201, pp. 22-26.
- 34) "L'auteur de l'infraction de presse : auteur naturel ou artificiel ?", *Dr. pén.* 2008, étude 18, pp. 27-30.
- 35) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2008, pp. 15-23.
- 36) "L'amateur sur Internet, ou le blog rattrapé par le droit..." : *Légicom* n°41, 2008/1, pp. 17-34.
- 37) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (janv. – déc. 2007), *Légipresse*, mars 2008, n°249-II, pp. 40-44.
- 38) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2007, pp. 22-27.
- 39) "La perversion du référé en matière de presse", *JCP* 2007, I, 171, pp. 13-17.
- 40) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (sept. 2005 – nov. 2006), *Légipresse*, mars 2007, n°239-II, pp. 32-36.
- 41) "Restaurer le contrôle des publications étrangères", *JCP* 2006, I, 174, pp. 1829-1833.
- 42) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2006, pp. 22-25.
- 43) "La prescription des infractions commises par les médias", *AJ Pénal*, n°7-8/2006, pp. 294-295.
- 44) "Commentaire de l'article 65-3 de la loi du 29 juillet 1881", in *Le droit de la presse : une spécialité légitime ou dépassée ?* : *Légicom* n°35, 2006/1, pp. 107-116.
- 45) "Disparition de la responsabilité civile en matière de presse", *D.* 2006, pp. 1337-1342.
- 46) "La responsabilité des internautes et éditeurs de sites à l'aune de la loi pour la confiance dans l'économie numérique", *Légipresse* n°214-II, sept. 2004, pp. 91-99.
- 47) "Interrogations sur la responsabilité pénale des fournisseurs d'hébergement", *Légipresse* n°212-I, juin 2004, pp. 89-90.
- 48) "La protection des mineurs accédant à l'Internet : adopter la loi française comme modèle ?", *RTDH* avril 2003, n°54, pp. 581-625.
- 49) "Le fondement de la prohibition des discours racistes en France", *Légipresse* n°199-II, mars 2003, pp. 19-25.
- 50) "Internet: quelle responsabilité pour les moteurs de recherche et les systèmes de navigation?", *Les Echos*, 16 octobre 1997, p.61.

D. - Droit civil des personnes et des biens

- 51) "Propos critiques sur l'amende civile", in *Flexibles notions – La responsabilité civile* : Ed. Panthéon-Assas, coll. Colloques, pp. 163-172.
- 52) "L'amende civile concurrente de l'amende pénale ?", *JCP E* 2017, étude 1344, pp. 31-36.
- 53) "La sanction de la faute lucrative par l'amende civile", *D.* 2017, pp. 1136-1142.
- 54) "Enchères en ligne : courtage et responsabilités", in *L'art en mouvement : Mare & Martin éd.*, 2013, pp. 113-129.
- 55) "La dignité opposée à la personne", *D.* 2008, pp. 2730-2737.
- 56) "La dignité des personnes âgées", in *Droit et vieillissement de la personne*, Litec, coll. « Colloques & débats », 2008, pp. 31-60.
- 57) "L'énigme du trouble anormal causé par l'image d'une chose", *Comm.com.électr.* sept. 2006, chron. n°20, pp. 13-16.
- 58) "Le respect de la vie privée, objet d'un droit fondamental", *Comm.com.électr.* mai 2005, chron. n°18, pp. 21-26.
- 59) "Les mutations du concept juridique de dignité", *RRJ-Droit prospectif*, PU Aix-Marseille, 2005-1, pp. 19-44.
- 60) "Pitié pour le Code civil ! (au sujet d'une proposition de loi 'visant à donner un cadre juridique au droit à l'image et à concilier ce dernier avec la liberté d'expression')", *Petites affiches*, 6 mai 2004, n°91, pp. 3-4.

E. - Droit de la propriété intellectuelle

- 61) "Propriétés intellectuelles : prendre (enfin) le droit pénal au sérieux", *D.* 2015, point de vue, p. 1164-1165.
- 62) "Les hésitations du droit pénal à l'égard du plagiat", in *Le plagiat de la recherche scientifique*, dir. G.-J. Guglielmi et G. Koubi : LGDJ, 2012, pp. 187-194.
- 63) "La liberté d'expression comme 'droit' concurrent", in *La propriété littéraire et artistique en quête de sens : RLDI n°1635*, mai 2009, pp. 29-33.
- 64) "Les nouvelles incriminations... Retour sur cinquante ans de droit pénal d'auteur", in *Cinquante ans de droit d'auteur : Petites affiches n°244*, 6 déc. 2007, pp. 52-67.
- 65) "La protection pénale du droit moral de l'auteur", *Comm.com.électr.*, sept. 2007, étude n°20, pp. 14-17.
- 66) "Liberté de communication et droit d'auteur", *Revue Lamy - droit de l'immatériel (RLDI)*, mars 2007, étude n°842, pp. 30-41.
- 67) "Pour une contraventionnalisation des échanges illégaux de pair à pair", *Rev. sc. crim.* 2007/1, pp. 57-71.
- 68) "La réforme du dépôt légal", *Comm.com.électr.* nov. 2006, dossier spécial : Loi du 1^{er} août 2006, DADVSI, étude n°32, pp. 35-37.
- 69) "Brèves observations sur le projet de réforme du dépôt légal", *Légipresse n°223-I*, juill. 2005, pp. 113-114.
- 70) "L'information par l'image et le droit d'auteur", *Comm.com.électr.* mars 2004, étude n°6, pp. 8-11.
- 71) "Le logiciel : une nouvelle œuvre collective ?", *Expertises n°223*, février 1999, pp.26-28.
- 72) "Lésion et rémunération forfaitaire de l'auteur", *RDPI n°76*, juin 1997, pp.44-50 et *Gazette du Palais*, 13-14 février 1998, pp.12-16.
- 73) "Les musées saisis par le droit", *Lettre des juristes d'affaires*, 20 avril 1998, n°407, pp.1-2.
- 74) "Multimédia: situation des ayants droit d'œuvres préexistantes", *Expertises*, oct.1996, pp.356-361.
- 75) "Exploitation et protection des oeuvres cinématographiques en France et aux Etats-Unis", *Légipresse*, mai 1996, n°131-II, pp.48-53.
- 76) "Dépôt légal et droit d'auteur/Le problème de la consultation des documents déposés", *Les Petites Affiches*, 16 décembre 1994, n°150, pp. 15-19.
- 77) "Le document: enfin un critère général d'assujettissement à l'obligation de dépôt légal?", *Gazette du Palais*, 13 septembre 1995, n°256, pp.8-11.
- 78) "La réforme du dépôt légal/Premier bilan", *Revue de la recherche juridique/Droit prospectif*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1995-1, n°60, pp.61-97 et 1995-2, n°61, pp.511-567.

III. - PARTICIPATIONS A DES OUVRAGES COLLECTIFS

A. - Mélanges

- 1) "Fiscalité et défense de la liberté d'expression", in *Mélanges Ph. Néau-Leduc* : LGDJ, 2018, pp. 419-426.

- 2) "Existerait-il une méta-légalité en droit pénal ?", in *Mélanges J-F. Seuic* : Presses universitaires de Nancy, 2018, pp. 95-107.
- 3) "Un droit de la communication existe-t-il ?", in *Mélanges J. Huet* : LGDJ-Lextenso, 2017, pp. 147-160.
- 4) "Quels droits de l'homme au fondement du droit pénal ? ", in *Liber amicorum R. Koering-Joulin*, Anthémis, coll. « droit et justice », t. 110, 2014, pp. 177-203.
- 5) "La politique criminelle de la Cour de cassation, ou le moyen pour le juge suprême d'exister hors la loi", in *Mélanges Ch. Lazerges* : Dalloz, 2014, pp. 177-190.
- 6) "La loi pénale applicable à la contrefaçon", in *Mélanges A. Lucas* : LexisNexis, 2014, pp. 251-262.
- 7) "Autrui en matière pénale", in *Mélanges J. Sainte-Rose* : Bruylant, 2012, pp. 431-450.
- 8) "La subsidiarité du droit pénal", in *Mélanges J.-H. Robert* : LexisNexis, 2012, pp. 247-263.
- 9) "La Cour de cassation et l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme", in *Mélanges G. Cohen-Jonathan* : Bruylant, Bruxelles, 2004, pp. 677-706.

B. - Grands arrêts du droit des libertés fondamentales

(dir. X. Dupré de Boulois : *Dalloz* 2017, 1^{ère} éd., 2019, 2^e éd.) :
partie VI, consacrée au droit pénal :

- 1) Crim., 14 janv. 1876 : rétroactivité *in mitius*
- 2) Crim., 13 déc. 1956 : responsabilité morale (imputabilité)
- 3) CEDH, 8 juin 1976 : matière pénale (critères de définition)
- 4) Crim., 5 déc. 1978 : droits de la défense
- 5) Crim. 1^{er} fév. 1990 : liberté sexuelle entre époux
- 6) Crim., 6 avril 1994 : principe de faveur
- 7) Ass.plén., 12 juill. 2000 : application civile de la loi sur la presse
- 8) Crim., 13 mars 2001 : Interdiction du territoire
- 9) Crim., 11 mai 2004 : justification d'un vol par les droits de la défense
- 10) Crim., 7 mai 2010 : peines accessoires et individualisation
- 11) Crim., 15 avril 2011 : droits de la personne gardée à vue
- 12) Crim., 29 fév. 2012 : exigence constitutionnelle de légalité
- 13) Crim., 5 fév. 2013 : normativité de la qualification pénale de la traite négrière
- 14) Crim., 13 sept. 2017 : *ne bis in idem* et proportionnalité

C. - Dictionnaire des droits fondamentaux

(dir. D. Chagnollaud et G. Drago : Dalloz 2006)

- Droits fondamentaux et dignité : pp. 249-261.
- Droits fondamentaux et vie privée : pp. 726-739.

D. - Précis de culture juridique

(dir. F.-X. Lucas et Th. Revet : LGDJ)

- Droit à la sûreté : mise à jour annuelle (depuis 2017).

E. – Droit de l'intelligence artificielle

(dir. A. Bensamoun et G. Loiseau : LGDJ, Coll. « Les intégrales », n°15)

- Intelligence artificielle et droit pénal : pp. 215-233

F. - Lamy social

(mise à jour annuelle)

- Chapitre consacré à la « Responsabilité pénale du chef d'entreprise » : pp. 521-536, n°1074-1111.

G. - Lamy Droit pénal des affaires
(mise à jour annuelle)

- Chapitre consacré aux atteintes aux systèmes de traitement informatisé de données (fraude informatique) : pp. 231-239, n°729-754.

H. - Répertoire pénal Dalloz

- Rubrique "Injures publiques et injures non publiques", oct. 2016, 46 p.
- Rubrique "Apologie publique de certaines infractions", oct. 2015, 14 p.
- Rubrique "Droits de réponse (refus d'insérer)", mai 2009, 13 p. - refonte : janv. 2015, 14 p.

IV. - FASCICULES AU JURIS-CLASSEUR

A. - J.-Cl. Pénal Code

- 1) "Corruption active et trafic d'influence commis par des particuliers", Art 433-1 et 433-2 : fasc. 20, mars 2019, 12 p.
- 2) "Corruption passive et trafic d'influence commis par des personnes exerçant une fonction publique", Art 432-11 : fasc. 20, mars 2019, 17 p.
- 3) "Corruption et trafic d'influence des autorités judiciaires", Art. 434-9 et 434-9-1 : fasc. 20, mars 2018, 12 p.
- 4) "Atteintes à l'administration publique et à l'action de la justice des communautés européennes, des États membres de l'Union européenne, des autres États étrangers et des autres organisations internationales publiques", Art. 435-1 à 435-15 : fasc. 20, mars 2018, 21 p.
- 5) "Diffamation et injure non publiques avec ou sans caractère discriminatoire", Art. R. 621-1 et s. : fasc. 20, mars 2017, 43 p.
- 6) "Provocation non publique à la discrimination, à la haine ou à la violence ", Art. R. 625-7 : fasc. 20, avril 2007, 10 p.

B. - J.-Cl. Pénal Lois annexes

- 7) "Contrefaçon littéraire et artistique – Éléments constitutifs – sanctions", Fasc. 20, 4/2019, 42 p.
- 8) "Contrefaçon littéraire et artistique – Preuve – Faits justificatifs", Fasc. 30, 4/2019, 34 p.
- 9) "Diffamation publique : généralités", V° Presse, Fasc. 80, 1/2016, 47 p.
- 10) "Diffamations et injures publiques spéciales", V° Presse, Fasc. 100, 1/2016, 33 p.
- 11) "Publications destinées à la jeunesse", V° Presse, Fasc. 120, 4/2011, 30 p.
- 12) "Affichage et vente à la criée", V° Presse, Fasc. 40, 3/2011, 9 p.
- 13) "Publications étrangères", V° Presse, Fasc. 50, 1/1999, 8 p.

C. - J.-Cl. Communication

- 14) "Régime administratif des publications destinées à la jeunesse", Fasc. 174, mars 2019, 31 p.
- 15) "Régime administratif des publications étrangères", Fasc. 172, mars 2019, 15 p.
- 16) "Image des choses", Fasc. 46, mars 2019, 31 p.
- 17) "Initiative de l'action en matière de presse", Fasc. 146, mai 2018, 17 p.
- 18) "Juridictions compétentes en matière de presse", Fasc. 145, mai 2018, 11 p.
- 19) "Formalités en matière de presse", Fasc. 170, mai 2018, 18 p.
- 20) "Prescription en matière de presse", Fasc. 144, mai 2017, 30 p.
- 21) "Saisine des juridictions en matière de presse", Fasc. 147, mai 2017, 27 p.
- 22) "Déroulement du procès en matière de presse", Fasc. 148, mai 2017, 21 p.
- 23) "Voies de recours – Contrôle exercé par la Cour de cassation en matière de presse", Fasc. 149, mai 2017, 25 p.
- 24) "Dignité de la personne", Fasc. 44, mai 2015, 30 p.
- 25) "Image des personnes", Fasc. 40, mai 2015, 34 p.
- 26) "Référé en matière de presse", Fasc. 32, mai 2015, 46 p.

D. - J.-Cl. Propriété littéraire et artistique

- 27) "Contrefaçon – Eléments constitutifs", Fasc. 1610, 4/2020, 35 p.
- 28) "Contrefaçon – Régime de l'action en contrefaçon", Fasc. 1611, 4/2020, 39 p.

V. - COMMENTAIRES D'ARRET

A. - Droit pénal général, spécial, procédural

- 1) "Il n'y a pas délit à fournir l'instrument d'une fraude fiscale", note sous Cass. crim., 7 janv. 2020 : *JCP G* 2020, 267.
- 2) "Pas d'hébergement digne sans paiement d'un loyer", note sous Cass. crim., 9 mai 2019 : *JCP G*, 2019, 704.
- 3) "Menaces par diffusion publique d'un propos menaçant", note sous Cass. crim., 10 avril 2019 : *Légipresse* 2019, p. 283.
- 4) "Viol par tromperie sur l'apparence", note sous Cass. crim., 23 janv. 2019 : *D.* 2019, p. 361.
- 5) "L'occasion manquée de clarifier les règles applicables à la corruption d'agent public étranger", note sous CE 6 avril 2018 : *D.* 2018, p. 1534.
- 6) "Corruption active d'agent public étranger : difficile d'appliquer la loi sans la corrompre !", note sous Cass. crim., 14 mars 2018 : *JCP éd. E.*, 2018, 1363.
- 7) "La motivation de toute peine : un revirement à regret ?", note sous Cass. crim., 1^{er} fév. 2017, 3 arrêts : *AJ pén.* 2017, p. 175.
- 8) "Motivation de la peine : le droit de la presse dépassé par le droit commun", note sous Cass. crim., 1^{er} fév. 2017, *JCP G* 2017, 276.
- 9) "Secret de l'enquête : un journaliste ne peut assister à un acte de police judiciaire", note sous Cass. crim., 10 janv. 2017, *Légipresse* fév. 2017, n°346, p. 81.
- 10) "Dans le doute, il faut présumer l'atteinte au procès équitable", note sous Cass. crim., 20 sept. 2016, *Légipresse* nov. 2016, n°343, p. 613.
- 11) "Punir autant que nécessaire pour protéger des intérêts ?", note sous Cass. crim., 22 sept. 2015, *JCP* 2015, 1285.
- 12) "Consécration provisoire du vol de données informatiques", note sous Cass.crim., 20 mai 2015, *AJ Pén.* 2015, p. 413.
- 13) "Un si faible contrôle de constitutionnalité...", note sous Cons. const., déc. n°2014-448 QPC du 6 fév. 2015, *AJ Pén.* 2015, p. 248.
- 14) "La responsabilité du dirigeant complice de l'infraction commise par sa société", note sous Crim., 30 oct. 2012, *D.* 2012, p. 420.
- 15) "Le ministère public peut-il requérir des sanctions non pénales devant une juridiction répressive ?", note sous Crim., 6 nov. 2012, *JCP* 2013, 144, p. 256.
- 16) "Pantouflage ou service -présidentiel- commandé ?", note sous Crim., 27 juin 2012, *D.* 2012, p. 2782.
- 17) "Rappel d'une condamnation amnistiée à son insu", note sous Crim., 22 mai 2012, *JCP* 2012, 990, p. 1677.
- 18) "Ne constitue pas une infraction la dénonciation calomnieuse d'un mineur de moins de dix ans", note sous Crim., 19 juin 2012, *Gaz.Pal.*, 12-13 sept. 2012, p. 7.
- 19) "Insaisissable détournement d'objets placés sous main de justice...", note sous Crim., 4 mai 2011, *JCP* 2011, 894, p. 1478.
- 20) "Limitations constitutionnelle de la rétroactivité *in mitius*", note sous Cons. const., 3 déc. 2010, déc. 2010-74 QPC, *JCP* 2011, 82, p. 167.
- 21) "Une élue peut s'exprimer lors d'un conseil municipal en portant une croix", note Crim., 1^{er} sept. 2010, *JCP* 2010, 1208, p. 2278.
- 22) "La Cour de cassation suspend l'application de l'article 6 § 3 de la Convention européenne jusqu'au 1^{er} juillet 2011", note sous Crim., 19 oct. 2010, *D.* 2010, p. 2809.
- 23) "Non intentionnelle, la pratique commerciale trompeuse constitue une simple contravention", note sous Crim. 23 mars 2010, *D.* 2010, p. 1913
- 24) "De la légitimité de certains modes d'action syndicale", note sous Crim. 3 juin 2008, *D.* 2009, p. 269.
- 25) "Frapper une femme adultère : provocation à la violence ou apologie de la violence ?", note sous Crim. 6 fév. 2007, *JCP* 2007, II, 10091.
- 26) "Simplification de la responsabilité pénale des personnes morales", note sous Crim. 20 juin 2006, *JCP* 2006, II, 10199.
- 27) "Irresponsabilité pénale de l'automobiliste en détresse", note sous Crim. 15 nov. 2005, *D.* 2006, p. 1582.

- 28) "Faille dans la hiérarchie des fautes pénales", note sous Crim. 31 janv. 2006, *JCP* 2006, II, 10079.
- 29) "Sanctionner le complice à raison d'une infraction qu'il ne peut commettre à titre principal ?", note sous Crim. 7 sept. 2005, *D.* 2006, p. 835.
- 30) "Recel de violation du secret de l'instruction et droits de la défense", note sous Crim. 11 juin 2002, *JCP* 2003, II, 10061.
- 31) "Résurrection de la réserve de contentieux en matière de détention provisoire", note sous Crim. 13 juin 2001, *D.*, 2001, p. 3571.
- 32) "Emploi obligatoire de la langue française et libre circulation des marchandises", note sous Crim. 14 nov. 2000, *JCP* 2001, II, 10525.

B. - Sources du droit et droits fondamentaux

- 33) "Recevabilité d'un moyen 'CEDH' développé pour la première fois devant la Cour de cassation", note sous Civ. 1, 9 avril 2013, *JCP* 2013, 699.
- 34) "L'opposabilité d'un propos présidentiel est consacrée à Strasbourg", note sous CEDH, 14 mars 2013, *Eon c/ France : Légipresse* 2013, p. 287.
- 35) "Confirmation de la non-rétroactivité d'un revirement de jurisprudence", note sous Ass.plén., 21 déc. 2006, *JCP* 2007, 10040.
- 36) "Recel de violation de secret professionnel et garantie de la liberté d'expression", note sous Cour EDH 21 janv. 1999, *Légipresse* avril 1999, n°160-II, pp.33-40 (note co-signée avec le Doyen G. Cohen-Jonathan).
- 37) "Le régime des publications étrangères au crible du droit européen", note sous CE. 9 juillet 1997, *Ekin, D.* 1998, *Jurispr.*, p.317.
- 38) "Extension du contrôle du Conseil d'Etat sur les mesures d'interdiction des publications destinées à la jeunesse", note sous CE. 29 mai 1995, *Association Alexandre, Les Petites Affiches*, 11 octobre 1996, n°123, pp.19-24.

C. - Droit de la communication et de l'internet

- 39) "Le policier délinquant pour avoir parlé à la presse", note sous Crim., 24 mars 2020 : *Légipresse* 2020, p. 227.
- 40) "Haro sur le voyeurisme : une réaction déplacée ?", note sous Civ. 1, 11 mars 2020 : *Dalloz IP/IT* 2020, p. 325.
- 41) "Le mur des cons, un mur de la honte ? ", note sous CA Paris, 19 déc. 2019 : *Légipresse* 2020, p. 178.
- 42) "L'équilibre du droit et de la liberté ou l'histoire du verre à deux-tiers vide paraissant plein", note sous Civ. 1, 10 oct. 2019 : *Dalloz IP/IT* 2020, p. 73.
- 43) "L'apologie est une provocation à ... l'approbation ?", note sous Crim., 4 juin 2019 : *Légipresse* 2019, p. 483.
- 44) "Diffamation : la pornographie, objet d'art ou de controverse politique ? ", note sous Crim. 11 déc. 2018 : *Légipresse* 2019, p. 104.
- 45) "La signification du jugement par défaut doit intervenir dans les 3 mois de son prononcé pour permettre à l'opposition du condamné de provoquer la tenue d'un nouveau procès en matière de presse", note sous Crim., 4 sept. 2018 : *Légipresse* 2018, p. 567.
- 46) "Précisions sur les réquisitions aux fins d'enquête et les délits d'apologie publique", note sous Crim., 7 mai 2018 : *Légipresse* 2018, p. 328.
- 47) "L'équilibre du droit et de la liberté, ou l'histoire du verre à moitié plein, à moitié vide", note sous Civ. 1, 21 mars 2018 : *Dalloz IP/IT* 2018, p. 380.
- 48) "Pas de protection judiciaire en France pour l'honneur d'un Etat étranger", note sous Crim. 6 fév. et 27 mars 2018 : *Légipresse* 2018, p. 276.
- 49) "Exprimer son hostilité envers les musulmans en Italie trouble-t-il l'ordre public français ?", note sous Crim., 23 janv. 2018 : *Légipresse*, n°358, 2018, p. 154.
- 50) "Identification du policier complice des frasques d'un président", note sous Crim., 12 déc. 2017, 2 arrêts : *Légipresse* n°357, 2018, p. 84.
- 51) "Commet le délit d'apologie du terrorisme toute personne qui s'inquiète du sort réservé aux terroristes", note sous Crim., 25 avril 2017 : *Légipresse* n°351, 2017, p. 392.
- 52) "Compétence territoriale réduite de la loi pénale française en matière de diffamation", note sous Crim., 12 juill. 2016 : *D.* 2016, p. 1848.
- 53) "Nouvelle condamnation de la France à Strasbourg : conflits de logiques", note sous CEDH, 12 juill. 2016, *Reichman c/ France : Légipresse* 2016, n°341, p. 471.

- 54) "Clarifications sur la poursuite d'un journaliste pour recel d'information", note sous Crim., 9 juin 2015 : *Légipresse* 2015, p. 403.
- 55) "Mise en cause insuffisante du civilement responsable en matière de presse", note sous Civ. 1, 17 juin 2015 : *JCP* 2015, 883, p. 1459.
- 56) "Tempête dans un bac à sable : le droit de la presse à l'école maternelle", note sous Crim., 17 mars 2015 : *JCP* 2015, 559, p. 937.
- 57) "La Constitution ne s'oppose pas à l'abandon de la prescription trimestrielle en matière de presse", note sous Cons. const., 12 avril 2013, déc. n°2013-302, QPC : *D.* 2013, p. 1526.
- 58) "Condamnation ne vaut pas preuve de culpabilité", note sous Civ. 1, 10 avril 2013 : *Légipresse* 2013, p. 352.
- 59) "Disparition de la responsabilité civile en matière de presse (bis) !", note sous Civ. 1, 10 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 19-23 mai 2013, p. 5.
- 60) "Peu importe ce que dit la loi : l'esclavage n'est pas un crime contre l'humanité", note sous Crim. 5 fév. 2013, *Légipresse* 2013, p. 164.
- 61) "L'alignement du procès civil sur le procès pénal de presse : *persevere diabolicum* ! », note sous Ass. plén., 15 fév. 2013, *D.* 2013, p. 741.
- 62) "L'image attentatoire à la vie privée et à l'honneur", note sous Civ. 1, 16 janv. 2013, *D.* 2013, p. 555.
- 63) "Nouvelle responsabilité du producteur sur internet", note sous Crim., 30 oct. 2012, *D.* 2013, p. 160.
- 64) "Sur internet, tout ce qui n'est pas permis est interdit", note sous Crim., 25 sept. 2012, *D.* 2012, p. 3005.
- 65) "Divisions à la première chambre civile sur le droit de la presse", note sous Civ. 1, 26 sept. 2012, *D.* 2012, p. 2636.
- 66) "Sur la nécessité de protéger les sources journalistiques", note sous Cour EDH, 28 juin 2012, *D.* 2012, p. 2282.
- 67) "L'illusoire constitutionnalité de la prescription en matière de presse", note sous Civ. 1, 5 avril 2012, *Gaz.Pal.*, 5-9 août 2012, p. 10.
- 68) "Galimatias juridique en matière de presse", note sous Civ. 1, 22 sept. 2011, *JCP* 2011, 1448, p. 2560.
- 69) "De l'influence du droit pénal sur le droit civil en matière de vie privée", note sous Civ. 1, 6 oct. 2011, *D.* 2011, p. 2771.
- 70) "Réserve sur la responsabilité pénale du producteur en ligne", note sous Cons. const., déc. n°2011-164 QPC du 16 sept. 2011, *M. Antoine J.*, *JCP* 2011, 1247, p. 2238.
- 71) "L'embarras du juge des référés face à la loi du 29 juillet 1881", note sous Civ. 1, 28 avril 2011, *D.* 2011, p. 1734.
- 72) "L'université est-elle responsable des publications de ses enseignant-chercheurs ? », note sous Civ. 1, 23 fév. 2011, *D.* 2011, p. 1386.
- 73) "Le droit civil de la presse entre douceur et fermeté", note sous Civ. 1, 3 fév. 2011, *JCP* 2011, 376, p. 637.
- 74) "Sous quelle qualification saisir la vulgarité ?", note sous Crim., 26 oct. 2010, *D.*, 2011, p. 570.
- 75) "Responsabilité du producteur qui refuse de modérer les messages transmis par des tiers", note sous Crim., 16 fév. 2010, *D.* 2010, p. 2206.
- 76) "La faute reverdit en matière de presse", note sous Civ. 1, 30 oct. 2008, *JCP* 2009, II, 10006.
- 77) "Offense par répétition d'un propos présidentiel", note sous T. corr. Laval, 6 nov. 2008, *D.* 2008, p. 3133.
- 78) "La Cour de cassation et le libre débat sur l'homosexualité", note sous Crim., 12 nov. 2008, *JCP* 2008, II, 10206.
- 79) "Refus d'accès imposé aux fournisseurs d'accès", note sous Civ. 1, 19 juin 2008, *Légipresse* n°254-III, sept. 2008, p. 151.
- 80) "Les pièges de la lutte antiraciste : la qualification précipitée d'un propos", note sous Crim., 29 janv. 2008, *Légipresse* n°243-III, juill.-août 2008, p. 134.
- 81) "Propos n'atteignant pas un parlementaire européen dans l'exercice de ses fonctions", note sous Crim., 15 janv. 2008, *JCP* 2008, II, 10078.
- 82) "Le caractère licite de la 'relativisation' du génocide des Arméniens", note sous CA Paris, 7 mars 2007, *D.* 2007, p. 2513, note cosignée avec J.-B. Racine, Pr. à la Faculté de droit de Nice.
- 83) "La diffamation prime l'atteinte à la présomption d'innocence", note sous Civ. 1, 28 juin 2007, *Légipresse* n°244-III, sept. 2007, p. 175.
- 84) "La Cour de cassation et le désarroi des croyants", note sous Civ. 1, 14 nov. 2006, *D.* 2007, p. 2072.
- 85) "L'absence de caractère manifestement illicite de la négation du génocide des Arméniens", note sous CA Paris, 11^{ème} ch., 8 nov. 2006, *D.* 2007, p. 851, note cosignée avec J.-B. Racine, Pr. à la Faculté de droit de Nice.
- 86) "La mémoire des morts, le juge et la loi", note sous Civ. 1, 12 déc. 2006, *D.* 2007, p. 541.
- 87) "Limites de l'information sur la vie privée par le texte et l'image", note sous Civ. 1, 16 mai 2006, *Légipresse* n°235-III, oct. 2006, p. 171.

- 88) "Droits du travail et de la presse : partage de territoires", note sous Civ. 1, 13 juin 2006, *JCP* 2006, II, 10157, p. 1811.
- 89) "La Cour de cassation s'oppose au pugilat verbal", note sous Crim. 10 mai 2006, *D.* 2006, p. 2220.
- 90) "La Cour de cassation et l'impudeur des médias", note sous Civ. 1, 7 mars 2006, *JCP* 2006, 10105, p. 1288.
- 91) "L'application par le juge civil de la loi du 29 juillet 1881 et l'indemnisation des victimes", note sous Civ. 2, 22 janv. 2004, *JCP* 2004, II, 10104, p. 1227.
- 92) "Qu'est devenue la responsabilité civile en matière de presse ?", note sous Civ. 2, 9 oct. 2003, *D.* 2004, p. 590.
- 93) "Conflit de lois dans le temps en matière de presse", note sous Civ. 2, 2 oct. 2003, *Légipresse* n°208, janv. 2004, III, p. 1.
- 94) "Complicité de l'auteur de propos rendus accessibles sur Internet", note sous Crim. 6 mai 2003, *D.* 2003, p. 2192.
- 95) "Protection des administrateurs et mandataires judiciaires contre la diffamation publique", note sous Mixte, 4 nov. 2002, *D.* 2003, p. 1194.
- 96) "La Chambre criminelle, la Convention et la presse : réflexion sur l'étendue d'un contrôle", note sous Crim. 19 juin 2001, *RTDH*, avril 2002, p. 497.
- 97) "Point de départ de la prescription sur Internet : pour que nul n'en ignore...", note sous Crim. 16 oct. 2001, *Légipresse*, déc. 2001, III, n°187, p. 205.
- 98) "Point de départ de la réflexion : la prescription et l'Internet", note sous Crim. 30 janv. 2001, *D.* 2001, p. 1833.
- 99) "Cassation sans renvoi d'un arrêt ayant admis d'office la nullité d'une citation ne précisant pas le texte édictant la peine encourue", note sous Crim. 7 mars 2000, *JCP* 2000, II, 10421.

D. - Droit des biens

- 100) "L'image des biens devant l'Assemblée plénière : ce que je vois est à moi", note sous : Ass.plén., 7 mai 2004, *D.* 2004, pp. 1545.
- 101) "L'image des biens... et celle de la Cour de cassation ?", note sous Cass. Civ. 2^{ème}, 5 juin 2003, *D.* 2003, pp. 2461.
- 102) "Image des biens : le trouble apporté par la Cour de cassation", note sous Cass. Civ. 1^{ère}, 2 mai 2001, *Légalis* n°2, juin 2001, pp. 79.

E. - Droit de la propriété intellectuelle

- 103) "La multiplication des infractions sur Internet conduit la Cour de cassation à réduire la compétence de la loi pénale française", note sous Crim., 29 nov. 2011, *JCP* 2012, 248, p. 422.
- 104) "L'indemnisation de la contrefaçon sur Internet", note sous Crim., 18 janv. 2011, *JCP* 2011, 487, p. 809.
- 105) "La compétence territoriale limitée de la loi pénale en matière de contrefaçon sur internet", note sous Crim., 14 déc. 2010, *D.* 2011, p. 1055.
- 106) "Illicéité de la copie privée dont la source est elle-même illicite", note sous Crim. 30 mai 2006, *D.* 2006, p. 2676.
- 107) "L'accessoire et le principal dans la structure du droit d'auteur", note sous Civ. 1, 12 déc. 2000, *D.* 2001, p. 1530.
- 108) "Trompe l'œil sur la fraude artistique", note sous Civ. 1, 18 juill. 2000, *D.* 2001, p. 541.
- 109) "L'ordre public comme limite au droit d'auteur", note sous Crim. 28 sept. 1999, *Légipresse* mai 2000, n°171, III, p. 65
- 110) "Précisions sur le calcul de la rémunération proportionnelle de l'auteur", note sous Civ. 1, 16 juill. 1998, *D.* 1999, *Jurispr.*, p.306.
- 111) "L'imposition d'un prix minimum de revente dans un contrat d'exploitation vidéo", note sous T. Com. Paris, 16 mai 1995, *Les Petites Affiches*, 22 mars 1996, n°36, p.16.

VI. - OBSERVATIONS SOUS ARRETS

A. - JCP éd. G, chronique annuelle Droit de la presse et des médias

(Co-dirigée jusqu'en 2018 avec le Pr. B. Beignier) :

- 1) "Appel de la partie civile contre un jugement de relaxe : embarras auteur de la faute délictuelle", obs. sous Civ. 1, 7 fév. 2017 : *JCP G* 2017, n°46, 1204, p. 2074.
- 2) "Retour de la faute dans le périmètre de la liberté d'expression", obs. sous Civ. 1, 1^{er} juin 2016 : *JCP G* 2016, n°46, 1225, p. 2106.
- 3) "L'éviction à demi de la responsabilité civile", obs. sous Civ. 1, 22 janv. et 2 juill. 2014 : *JCP G* 2014, n°45, 1163, p. 2046.
- 4) "Criminalité propre du complice en matière de presse", obs. sous Crim. 11 juin 2013 : *JCP G* 2013, n°44, 1152, p. 2036.
- 5) "La qualification en référé s'impose au tribunal correctionnel", obs. sous Crim. 10 sept. 2013 : *JCP G* 2013, n°44, 1152, p. 2039.
- 6) "Diffamation, bonne foi et charge de la preuve", obs. sous Crim. 19 juin 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2223.
- 7) "Monopole du ministère public dans la poursuite de l'apologie de crime de guerre", obs. sous Crim. 5 juin 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2226.
- 8) "Vie privée et image : atteintes cumulatives", obs. sous Civ. 1, 16 mai 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2228.
- 9) "Dénigrement de produit et responsabilité civile", obs. sous Civ. 1, 20 sept. 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2229.
- 10) "Fondement des actions en réparation", obs. sous Cass. 1^{ère} civ., 3 fév. 2011 et 6 oct. 2011 : *JCP* 2011, n°45, 1227, p. 2009.
- 11) "Recevabilité des demandes subsidiaires en matière de presse", obs. sous Cass. 1^{ère} civ., 22 sept. 2011, 28 sept. 2011 et 6 oct. 2011 : *JCP* 2011, n°45, 1227, p. 2011.
- 12) "Constitutionnalité du régime de protection de la présomption d'innocence", obs. sous Cass. 1^{ère} civ., 23 juin 2011 : *JCP* 2011, n°45, 1227, p. 2012.
- 13) "Application immédiate de la loi du 14 nov. 2008 accordant une immunité aux propos tenus devant les commissions parlementaires", obs. sous Crim., 8 juin 2010 : *JCP* 2010, n°50, 1258, p. 2358.
- 14) "Interdiction de diffuser les images du prononcé d'une peine", obs. sous Crim., 8 juin 2010 : *JCP* 2010, n°50, 1258, p. 2359.
- 15) "Abus de la liberté d'expression prévus et réparés sur le fondement de la loi du 29 juill. 1881", obs. sous Civ. 1, 6 mai 2010 : *JCP* 2010, n°50, 1258, p. 2361.
- 16) "Publicité : élément matériel", obs. sous Crim., 23 juin 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 52.
- 17) "Contestation de crimes contre l'humanité", obs. sous Crim. 23 juin 2009 et Civ. 1, 11 juin 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 55.
- 18) "Diffamation et injure indivisibles : validité de la plainte", obs. sous Crim., 23 juin 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 55.
- 19) "Droit à l'image : sans atteinte à la vie privée", obs. sous Civ. 1, 9 juill. 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 57.
- 20) "Bonne foi du diffamateur : vers une nouvelle voie", obs. sous Crim., 11 mars 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 20, n°3.
- 21) "Référé Internet", obs. sous Civ. 1, 19 juin 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 21, n°7.
- 22) "Interruption de la prescription et procès pénal", obs. sous Crim., 17 juin 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 22, n°9.
- 23) "Sursis à statuer obligatoire", obs. sous Crim. 11 mars 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 23, n°11.
- 24) "Responsabilité civile délictuelle", obs. sous Civ. 1, 8 avril 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 24, n°14.
- 25) "Tribunal territorialement compétent pour connaître d'un refus d'insertion", obs. sous Civ. 1, 16 janv. 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 22, n°1.
- 26) "Injure publique homophobe", obs. sous CA Douai 25 janv. 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 24, n°6.
- 27) "Nullité du réquisitoire introductif", obs. sous Crim. 30 mai 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 26, n°11.
- 28) "Recel de violation du secret de l'instruction", obs. sous Crim. 12 juin 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 26, n°12.
- 29) "Actualité législative", *JCP* 2007, I, 210, p. 26, n°13.

- 30) "Prescription de l'action publique et contravention d'injure raciale non publique", obs. sous Crim. 7 juin et 23 mai 2006 : *JCP* 2006, I, 190, p. 2161, n°6.
- 31) "Dénigrement de produits et services", obs. sous Civ. 1, 30 mai et 5 juillet 2006 : *JCP* 2006, I, 190, p. 2163-2164, n°13-14-15.
- 32) "Publications destinées à la jeunesse", obs. sous CE 19 déc. 2005 : *JCP* 2006, I, 190, p. 2164, n°16.
- 33) "Responsabilité des fournisseurs d'hébergement", obs. sous L. 21 juin 2004 : *JCP* 2005, I, 143, p. 1061.
- 34) "Propos sexistes et homophobes", obs. sous L. 30 déc. 2004 : *JCP* 2005, I, 143, p. 1060.
- 35) "Publications étrangères", obs. sous D. 4 oct. 2004 : *JCP* 2005, I, 143, p. 1059.
- 36) "Utilisation des archives audiovisuelles de la justice", obs. sous Ass.plén. 11 juin 2004 : *JCP* 2004, I, 182, p. 2148.
- 37) "Incitations faites à l'antenne d'appeler des services téléphoniques surtaxés", obs. sous CE 9 fév. 2004, TFI : *JCP* 2004, I, 182, p. 2147.
- 38) "Refus d'autorisation d'émettre pour des motifs financiers", obs. sous CE 11 fév. 2004, *Canal 9* : *JCP* 2004, I, 182, p. 2147.
- 39) "Refus d'autorisation d'émettre pour sauvegarder le pluralisme", obs. sous CE 25 juin 2004, *Vortex et Canal 9* : *JCP* 2004, I, 182, p. 2146.
- 40) "Refus de conventionnement d'une chaîne susceptible de troubler l'ordre public", obs. sous CE 11 fév. 2004, *Médy TV* : *JCP* 2004, I, 182, p. 2145.
- 41) "Régularité de l'assignation en cas d'atteinte à la vie privée", obs. sous Civ. 2, 24 avril 2003 : *JCP* 2004, I, 147, p. 1226.
- 42) "Liberté de la presse et honneur de la police : irrecevabilité d'une constitution de partie civile", obs. sous Crim. 2 sept. 2003 : *JCP* 2004, I, 147, p. 1224.
- 43) "Validation d'une plainte par un réquisitoire", obs. sous Crim. 30 sept. 2003 : *JCP* 2004, I, 147, p. 1224.
- 44) "Publications étrangères", obs. sous CE 7 fév. 2003, *GISTI* : *JCP* 2004, I, 147, p. 1221.
- 45) "Diffusion sans autorisation", obs. sur Crim. 21 janv. 2003 : *JCP* 2003, I, 178, p. 2035.
- 46) "Honnêteté de l'information" (corruption passive de journalistes), obs. sur Crim. 19 mars 2003 : *JCP* 2003, I, 178, p. 2036.
- 47) "Autorisation d'émettre : critère de l'expérience acquise", obs. sur CE 13 déc. 2002, *RMC* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2032.
- 48) "Réaménagement des fréquences", obs. sur CE réf. 27 mars 2003 et 12 mai 2003, *CSA et TFI* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2032-2033.
- 49) "Contrôle du CSA - Mise en demeure préalable", obs. sur CE 30 déc. 2002, *Vortex* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2033.
- 50) "Contrôle du CSA - Sanctions", obs. sur CE 7 fév. 2003, *Assoc. Radio deux couleurs* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2033.
- 51) "Contrôle du CSA - Recommandation", obs. sur CE 18 déc. 2002, *Assoc. Promouvoir* : *JCP* 2003, I, 178, pp. 2003-2034.
- 52) "Autorisation des coupures publicitaires", obs. sur CE 12 mai 2003, *ARP et SRF* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2035.
- 53) "Offense aux chefs d'Etat étranger : fin d'une époque", obs. sous Cour EDH 25 juin 2002, *Colombani c/ France* : *JCP* 2003, I, 126, n°3.

B. - Petites Affiches, chronique trimestrielle de Droit rural

(dir. J.-J. Barbiéri et F. Rocheteau) :

- 1) Crim., 30 mai 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 15 : délit de mise sur le marché sans autorisation
- 2) Crim., 11 sept. 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 17 : produit antiparasitaire autorisé, indemnisation
- 3) Crim., 20 nov. 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 18 : animal dangereux, confiscation, proportionnalité
- 4) Crim., 6 nov. 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 20 : construction sans permis, bénéficiaire des travaux
- 5) Crim., 11 janv. 2011 : *PA*, 21 fév. 2012, p. 11 : mauvais traitement à animal domestique
- 6) Crim., 14 déc. 2010 : *PA* 21 fév. 2012, p. 11 : pêche maritime (obligation de conformité)
- 7) Crim., 15 déc. 2010 : *PA* 21 fév. 2012, p. 12 : vins transportés sous couvert de titres inapplicables
- 8) Crim., 22 juin 2010 : *PA*, 22 fév. 2011, p. 9 : prélèvement biologique aux fins d'identification
- 9) Crim., 16 juin 2010 : *PA*, 22 fév. 2011, p. 10 : fraude fiscale (confiscation)
- 10) Crim., 4 mai 2010 : *PA*, 22 fév. 2011, p. 11 : sévices ou actes de cruauté envers les animaux
- 11)
- 12) Crim., 12 mai 2010 : *PA*, 12 janv. 2011, p. 12 : exercice illégal de l'activité de vétérinaire

C. - Revue de science criminelle

(infractions relevant du droit de l'information et de la communication) :

- 1) Livraison 2018/1 : pp. 101-116.
- 2) Livraison 2018/3 : pp. 701-720.
- 3) Livraison 2019/1 : pp. 109-126.
- 4) Livraison 2019/3 : pp. 635-651.
- 5) Livraison 2020/1 : pp. 95-102.

D. - Gazette du Palais

(chronique de jurisprudence trimestrielle en droit pénal) :

- 1) Crim., 29 janv. 2020 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 46 : complicité de favoritisme faute de vérification
- 2) Crim., 4 déc. 2019 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 49 : blanchiment et présomption d'infraction d'origine
- 3) Crim., 22 janv. 2020 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 50 : incendie d'un immeuble et homicide volontaire
- 4) Crim., 18 déc. 2019 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 52 : détournement de fonds publics par régisseur
- 5) Crim., 15 janv. 2020 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 53 : délit d'ingérence, avis préalable d'un maire

- 6) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 47 : application immédiate d'une loi interprétative
- 7) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 50 : viol aggravé par torture ou actes de barbarie
- 8) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 51 : limite à la motivation de la peine criminelle
- 9) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 54 : non représentation d'enfant et atteinte à la justice
- 10) Crim., 20 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 57 : preuve expresse de l'intention en matière d'ABS
- 11) Crim., 26 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 58 : prise illégale d'intérêt par recrutement d'un proche

- 12) Crim., 3 sept. 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 40 : responsabilité pénale, personne morale, organe salarié
- 13) Crim., 19 juin 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 43 : délaissement, abandon à domicile, absence d'acte positif
- 14) Crim., 11 sept. 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 46 : fraude fiscale, cumul de sanctions ; blanchiment
- 15) Crim., 12 juin 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 48 : fraude prestations sociales, continuité d'incriminations
- 16) Crim., 25 juin 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 49 : fausse attestation, fait matériellement inexact ou opinion

- 17) Crim., 9 mai 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 41 : motivation de la peine criminelle
- 18) Crim., 10 avril 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 42 : assimilation de la période de sûreté à la peine
- 19) Crim., 27 mars 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 45 : harcèlement, preuve par la circonstance aggravante
- 20) Crim. 16 avril et 20 mars 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 48 : abus de faiblesse et enrichissement personnel

- 21) Crim., 29 janv. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 51 : exception d'illégalité d'un règlement autonome
- 22) Crim., 8 janv. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 52 : rappel d'une condamnation amnistiée, intention
- 23) Crim., 15 janv. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 53 : motivation de la peine infligée à une personne morale
- 24) Crim., 5 mars 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 54 : administration d'une substance nuisible à la santé, sida
- 25) Crim., 19 fév. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 57 : dénonciation calomnieuse, fait justifié, mauvaise foi
- 26) Crim., 20 fév. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 62 : association de malfaiteurs, organisation terroriste

- 27) Crim., 16 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 45 : justification par tolérance administrative
- 28) Crim., 6 nov. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 46 : responsabilité pénale de la commune du fait d'un préposé
- 29) Crim., 4 sept. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 48 : proportionnalité de la révocation du sursis

- 30) Crim., 17 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 49 : agression sexuelle, preuve du défaut de consentement
- 31) Crim., 24 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 54 : faux document délivré par une administration
- 32) Crim., 12 sept. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 55 : favoritisme et abus de confiance d'un directeur de CHU
- 33) Crim., 24 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 56 : détournement de fonds publics par réaffectation
- 34) Crim., 26 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 44 : commune responsable, activité non déléguable
- 35) Crim., 25 juill. 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 48 : violence psychologique ou harcèlement moral ?
- 36) Crim., 5 sept. 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 50 : détention de stupéfiants, matérialité du délit
- 37) Crim., 20 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 51 : abandon moral d'enfants par fanatisme
- 38) Crim., 20 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 52 : dégradation d'un bien, artiste modifiant son œuvre
- 39) Crim., 11 juill. 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 54 : détournement de bien public, parlementaires
- 40) Crim., 27 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 55 : prise illégale d'intérêt, réserve parlementaire
- 41) Crim., 3 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 37 : erreur sur le droit ou défaut d'intention ?
- 42) Crim., 7 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 38 : redevable d'une amende routière au second degré
- 43) Crim., 4 avril 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 39 : proportionnalité de l'interdiction de gérer
- 44) Crim., 28 mars 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 41 : rétention de sûreté, conditions du prononcé
- 45) Crim., 9 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 43 : agression sexuelle autre que le viol ou violence ?
- 46) Crim., 30 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 47 : usage de faux et escroquerie, action unique
- 47) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 54 : réhabilitation judiciaire et interdiction du territoire
- 48) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 56 : pas de motivation de la dispense de peine
- 49) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 57 : pas de séquestration du salarié suspecté de vol
- 50) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 60 : filouterie d'aliments du client impécunieux
- 51) Crim., 23 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 61 : bloquer une porte suffit à caractériser la rébellion
- 52) Crim., 24 oct. et 14 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2017, p. 45 : responsabilité pénale des communes
- 53) Crim., 22 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2017, p. 46 : motivation de la peine mais pas de ses modalités
- 54) Crim., 15 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2017, p. 47 : motivation de la peine sans autres investigations
- 55) Crim., 7 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2017, p. 48 : l'amende en rapport avec le profit retiré du délit
- 56) Crim., 25 oct. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2017, p. 52 : trafic d'influence par remise d'information
- 57) Crim., 24 oct. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2017, p. 53 : bénéficiaire des travaux effectués sans permis
- 58) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 43 : interdiction du territoire, conditions, preuve
- 59) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 44 : confusion de peine après réduction de droit
- 60) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 45 : confusion facultative de peine, critères
- 61) Crim., 11 juillet, 28 juin et 11 juill. 2017, 3 arrêts : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 46 : motivations de la peine, intensité variable
- 62) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 48 : bavure policière, commune imprudence
- 63) Crim., 15 mars 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 51 : coups mortels ou meurtre, intention
- 64) Crim., 3 mai 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 52 : cumul idéal de qualifications, sanction
- 65) Crim., 22 mars 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 53 : motivation de la peine, éléments fournis
- 66) Crim. 4 mai 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 55 : élévation quantum de la peine en appel, justifications
- 67) Crim., 19 avril 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 56 : exposition à un risque de mort, violation délibérée
- 68) Crim., 10 mai 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 57 : atteintes à un Stad et au secret des correspondances
- 69) Crim., 28 mars 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 60 : critères de l'infraction politique par nature
- 70) Crim., 20 avril 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 61 : détournement de fonds publics, prescription
- 71) Crim., 17 janv. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 43 : légitime défense indépendamment de ses suites
- 72) Crim., 8 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 46 : corruption de mineurs et SMS pornographiques
- 73) Crim., 21 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 47 : violence de celui qui veut bien faire
- 74) Crim., 21 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 48 : risques causés à autrui, accident de chasse
- 75) Crim., 31 janv. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 51 : démolition de la construction illégale et vie privée
- 76) Crim., 21 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 52 : provocation à la rébellion en demandant de l'aide
- 77) Crim., 22 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 53 : détournement de fonds publics par négligence
- 78) Crim., 16 nov. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 43 : infraction contre un navire français, loi applicable
- 79) Crim., 16 nov. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 47 : faux concours réel d'infractions

- 80) Crim., 28 sept. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 50 : extension du champ du recel par l'escroquerie
- 81) Crim., 3 nov. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 52 : contrainte morale consciente dans l'extorsion
- 82) Crim., 7 oct. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 53 : association de malfaiteurs terroriste, intention
- 83) Crim., 18 oct. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 54 : dénonciation mensongère, inutiles recherches
- 84) Crim., 28 juin 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 47 : violences involontaires reprochables à une commune
- 85) Crim., 29 juin 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 50 : insolvabilité fictive, organisation frauduleuse
- 86) Crim., 29 juin 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 53 : concussion, rémunération induue, épargne temps
- 87) Crim., 12 juill. 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 54 : corruption passive, favoritisme, 1 fait, 2 infractions
- 88) Crim., 12 juill. 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 55 : prise illégale d'intérêt, découverte, prescription
- 89) Crim., 30 mars 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 51 : montage TV, atteinte à la vie privée, escroquerie
- 90) Crim., 12 avril 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 52 : dénonciation calomnieuse, débat d'intérêt général
- 91) Crim., 13 avril 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 53 : violation de domicile, emploi de certains moyens
- 92) Crim., 23 mars 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 54 : extorsions, avances forcées, prêt, remboursement
- 93) Crim., 31 mars 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 56 : menaces, lien hypertexte, communication à autrui
- 94) Crim., 2 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 54 : prescription, rétroactivité de la jurisprudence
- 95) Crim., 3 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 55 : directive mal transposée inopposable au délinquant
- 96) Crim., 16 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 56 : légitime défense excluant toute indemnisation
- 97) Crim., 17 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 57 : motivation de l'emprisonnement ferme
- 98) Crim., 17 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 59 : usurpation d'identité, intention, escroquerie
- 99) Crim., 17 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 60 : activité d'intermédiaire en vue de l'adoption
- 100) Crim., 16 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 64 : bénéficiaire d'une construction sans permis
- 101) Crim., 14 oct. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 47 : personne morale, responsabilité pénale, profit
- 102) Crim., 10 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 51 : peine alternative à l'emprisonnement, substitution
- 103) Crim., 27 oct. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 52 : abus de faiblesse, état de sujétion, violences
- 104) Crim., 4 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 53 : agression sexuelle, contrainte morale, jeune âge
- 105) Crim., 18 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 54 : harcèlement sexuel, situation offensante, preuve
- 106) Crim., 12 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 56 : usurpation d'identité, risque de poursuites pénales
- 107) Crim., 9 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 26 : abandon de famille, non perception des chèques
- 108) Crim., 15 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 27 : excuse atténuante d'altération du discernement
- 109) Crim., 8 juill. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 31 : assassinat par moyens multiples et successifs
- 110) Crim., 8 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 32 : fichier informatique, déclaration nécessaire
- 111) Crim., 22 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 33 : propos menaçant, geste, réitération insuffisante
- 112) Crim., 8 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 36 : absence d'outrage, propos non adressé à l'intéressé
- 113) Crim., 5 mai et 2 juin 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 21 : personnes morales poursuivies
- 114) Crim., 13 mai 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 22 : inscription au FIJAIS rétroactive
- 115) Crim., 28 mai 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 24 : abandon de famille 2 mois après non-conciliation
- 116) Crim., 2 juin 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 29 : association de malfaiteurs et faits postérieurs
- 117) Crim., 25 fév. 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 36 : complicité *a posteriori*
- 118) Crim., 24 fév. 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 37 : légitime défense d'un père par son fils
- 119) Crim., 18 fév. 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 41 : défaut de consentement, agression sexuelle
- 120) Crim., 17 mars 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 43 : atteinte au secret professionnel non clandestine
- 121) Crim., 18 mars 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 44 : arrestation, enlèvement et séquestration illégale
- 122) Crim., 17 mars 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 46 : intention de blanchir un produit délictueux
- 123) Crim., 9 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 28 : intention déduite de l'absence de contestation
- 124) Crim., 16 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 29 : responsabilité pénale d'un hôpital non présumée
- 125) Crim., 9 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 30 : stage de citoyenneté non consenti ni imposé
- 126) Crim., 9 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 32 : fausseté de la dénonciation de faits non commis
- 127) Crim., 10 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 33 : menaces de meurtre adressée à des tiers
- 128) Crim., 10 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 34 : détention et cession de stupéfiants en concours
- 129) Crim., 16 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 34 : abus de faiblesse par détournement de legs
- 130) Crim., 16 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 37 : incendie involontaire mais conscient
- 131) Crim., 17 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 38 : blanchiment du produit d'un abus de bien social

- 132) Crim., 17 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 39 : 2 espèces, fraudes à l'assurance maladie
- 133) Crim., 11 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 28 : manquement à une obligation particulière
- 134) Crim., 17 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 29 : justification par renvoi d'une loi au règlement
- 135) Crim., 23 juill. 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 30 : intention déduite de l'absence d'erreur de droit
- 136) Crim., 11 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 32 : peines privatives ou restrictives de droit, statut
- 137) Crim., 11 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 36 : mauvais traitement à animal, intention, preuve
- 138) Crim., 30 avril 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 23 : compétence territoriale, indivisibilité des faits
- 139) Crim., 29 avril 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 24 : prise illégale d'intérêt, infraction continue
- 140) Crim., 27 mai 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 26 : construction sans permis, prescription, départ
- 141) Crim., 3 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 26 : responsabilité CHU, violences involontaires
- 142) Crim., 21 mai 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 26 : association, dirigeant de fait, terrorisme
- 143) Crim., 25 mars 2014 : *Gaz.Pal.*, 11-13 mai 2014, p. 31 : délégation de pouvoirs, représentation pers.mo.
- 144) Crim., 19 mars 2014 : *Gaz.Pal.*, 11-13 mai 2014, p. 38 : faux matériel ne valant pas titre
- 145) Crim., 23 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 25 : compétence territoriale, dénonciation à l'étranger
- 146) Crim., 29 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 26 : rétroact. *in mitius*, cumul idéal de qualifications
- 147) Crim., 30 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 27 : conventionalité déduite de la constitutionnalité
- 148) Crim., 30 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 28 : compétence territoriale, complicité à l'étranger
- 149) Crim., 6 nov. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 29 : compétence personnelle passive, retrait de plainte
- 150) Crim., 6 nov. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 30 : communication des circ. aggrav. au complice
- 151) Crim., 14 nov. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p.36 : faux, absence de préjudice, repentir actif
- 152) Crim., 11 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 25 : présomption de faute délibérée dans l'entreprise
- 153) Crim., 11 et 18 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 26 : resp. pers. morale, preuve ou présomption
- 154) Crim., 25 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 27 : délégation de pouvoirs non exonératoire
- 155) Crim., 26 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 28 : élément moral, contravention, force majeure
- 156) Crim., 18 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 29 : cumul, peines contraventionnelles, même action
- 157) Crim., 4 mai 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 33 : non-assistance à personne en péril, appel secours
- 158) Crim., 25 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 34 : harcèlement sexuel présumé moral
- 159) Crim., 19 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 36 : abus de confiance, temps de travail détourné ?
- 160) Crim., 16 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 24 : irrecevabilité moyen nouveau CEDH
- 161) Crim., 3 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 25 : localisation en France d'un hebdo étranger
- 162) Crim., 4 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 26 : localisation en France de proxénètes étrangers
- 163) Crim., 3 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 28 : poursuite du dirigeant au moment des faits
- 164) Crim., 3 avril (2 arrêts) et 16 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 29 : resp. pén. personne morale
- 165) Crim., 10 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 30 : personne morale et dirigeant de fait
- 166) Crim., 16 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 33 : faute caractérisée et conscience du risque
- 167) Crim., 23 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 34 : causalité certaine d'une faute mortelle
- 168) Crim., 20 fév. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 25 : légalité de la corruption de mineurs
- 169) Crim., 15 et 22 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 26 : responsabilité des personnes morales
- 170) Crim., 12 mars 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 27 : usage de son arme par un gendarme
- 171) Crim., 8 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 28 : preuve du défaut de consentement en cas de viol
- 172) Crim., 16 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 31 : exception de groupe en matière d'ABS
- 173) Crim., 30 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 34 : prise illégale d'intérêt, gérant d'association
- 174) Crim., 27 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 34 : prise illégale d'intérêt par abstention d'un maire
- 175) Crim., 3 oct. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 29 : qualité de l'incrimination et office du juge
- 176) Crim., 16 oct. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 30 : auteur intellectuel et dénonciation calomnieuse
- 177) Crim., 20 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 34 : communication des circonstances aggravantes
- 178) Crim., 20 nov. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 38 : loterie publicitaire et pratique com. trompeuse
- 179) Crim. 7 nov. 2012 et Crim., 5 déc. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 39 : favoritisme
- 180) Crim., 10 oct. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 40 : concussion, retard de recouvrement d'une créance
- 181) Crim., 6 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 35 : image pornographique d'un mineur, QPC, refus
- 182) Crim., 6 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 34 : meurtre, intention de tuer, autrui

- 183) Crim., 26 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 33 : état de nécessité imaginaire, refus
- 184) Crim., 26 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 32 : légitime défense imaginaire, disproportion
- 185) Crim., 12 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 30 : personne morale, représentation, responsabilité
- 186) Crim., 11 juill. 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 29 : entrave à l'application de la loi, QPC, refus
- 187) Crim., 22 août 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 28 : entrave aux libertés publiques, QPC, refus
- 188) Crim., 8 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 27 : atteinte à la liberté, retenue douanière
- 189) Crim., 7 mars 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 27 : prise illégale d'intérêt, détournement de salariés
- 190) Crim., 7 mars 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 26 : fausse attestation dans son propre intérêt
- 191) Crim., 3 mai 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 25 : usage de faux, production forcée en justice
- 192) Crim., 16 mai 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 25 : abus de bien social, détournement de pouvoirs
- 193) Crim., 8 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 21 : abus de faiblesse, préjudice, preuve
- 194) Crim., 7 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 19 : dégradation involontaire d'un bien de sa société
- 195) Crim., 11 avril 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 19 : personne morale, fait de l'organe, preuve
- 196) Crim., 9 mai 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 18 : loi de forme, application, confiscation
- 197) Crim., 14 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 36 : favoritisme, fractionnement, intention
- 198) Crim., 18 janv. 2012 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 34 : dégradation involontaire, manquement
- 199) Crim., 13 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 30 : peine plancher, récidive, infraction aggravée
- 200) Crim., 13 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 28 : légitime défense, effraction, présomption
- 201) Crim., 6 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 27 : accident du travail, responsabilité sous-traitant
- 202) Crim., 16 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 18-19 avril 2012, p. 18 : unité des fautes civile et pénale
- 203) Crim., 4 janv. 2012 : *Gaz.Pal.*, 18-19 avril 2012, p. 19 : agressions sexuelles, défaut de consentement
- 204) Crim., 6 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 18-19 avril 2012, p. 19 : harcèlement moral, rapport hiérarchique, résultat
- 205) Crim., 9 nov. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 31 : loi applicable, territorialité, proxénétisme
- 206) Crim., 11 oct. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 32 : personne morale, responsabilité, organe salarié
- 207) Crim., 1^{er} sept. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 33 : abus d'autorité, circonstance aggravante
- 208) Crim., 25 oct. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 36 : vie privée, lieu, synagogue
- 209) Crim., 16 nov. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 40 : abus de confiance, bien, information
- 210) Crim., 20 sept. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 41 : tromperie, intention, preuve
- 211) Crim., 20 juill. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 41 : faux, écriture publique, correctionnalisation
- 212) Crim., 6 sept. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 42 : faux, préjudice, action civile
- 213) Crim., 15 nov. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 42 : usurpation de titre, profession réglementée
- 214) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz.Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 12 : complicité, révision, relaxe de l'auteur principal
- 215) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz.Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 13 : complicité, circonstances aggravantes
- 216) Crim., 28 juin 2011 : *Gaz.Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 17 : pratiques commerciales trompeuses, preuve
- 217) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz.Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 18 : corruption d'employé, actes de la fonction
- 218) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz.Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 19 : détournement de biens publics, qualité de l'agent
- 219) Crim., 16 juin 2011 : *Gaz.Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 20 : corruption passive, qualité, intention
- 220) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz.Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 21 : favoritisme, trafic d'influence, intérêt moral
- 221) Crim., 5 avril 2011 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 14 : rétroactivité, disposition interprétative
- 222) Crim., 28 avril 2011 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 17 : emprisonnement converti en jours-amende
- 223) Crim., 29 mars 2011 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 18 : fourniture de services non rémunérés
- 224) Crim., 27 avril 2011 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 19 : non-dénonciation de sévices par un médecin
- 225) Crim., 4 mai 2011 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 21 : trafic d'influence par particulier, conseil
- 226) Crim., 26 janv. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 22 : corruption active, trafic d'influence (dist.)
- 227) Crim., 15 déc. 2010 : *Gaz.Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 22 : concussion, prescription, remises successives
- 228) Crim., 25 janv. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 20 : harcèlement moral et violences (dist.)
- 229) Crim., 1^{er} déc. 2010 : *Gaz.Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 16 : cumul idéal de qualifications (faux et ABS)
- 230) Crim., 14 déc. 2010 : *Gaz.Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 14 : responsabilité, communauté de communes
- 231) Crim., 15 fév. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 13 : légalité, renvoi, erreur sur le droit
- 232) Crim., 6 oct. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 23 : escroquerie au jugement
- 233) Crim., 20 oct. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 22 : abus de confiance, interposition de personnes
- 234) Crim., 21 sept. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 20 : harcèlement sexuel et violences volontaires

- 235) Crim., 26 oct. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 19 : pluralité de dommages causés par une seule faute
- 236) Crim., 20 oct. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 19 : motivation de l'emprisonnement sans sursis
- 237) Cons. const., déc. 2010-66, QPC du 26 nov. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 18 : proportionnalité
- 238) Crim., 26 oct. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 16 : responsabilité du chef d'entreprise
- 239) Crim., 27 oct. 2010 : *Gaz.Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 16 : annulation de l'acte administratif dont la violation était incriminée
- 240) Crim., 14 sept. 2010 : *Gaz.Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 17 : dénonc. calomnieuse, présomption de fausseté
- 241) Crim., 22 juin 2010 : *Gaz.Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 17 : dégradation d'un bien, maïs transgénique
- 242) Crim., 7 sept. 2010 : *Gaz.Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 20 : homicide involontaire, faute caractérisée
- 243) Crim., 1^{er} sept. 2010 : *Gaz.Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 22 : harcèlement moral, agissements répétés
- 244) Crim., 4 mai 2010 : *Gaz.Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 22 : sévices ou actes de cruauté, animaux, abandon
- 245) Crim., 12 mai 2010 : *Gaz.Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 17 : application dans le temps
- 246) Crim., 26 mai 2010 : *Gaz.Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 18 : application dans l'espace
- 247) Cons. const., n°2010-6/7 QPC du 11 juin 2010 : *Gaz.Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 20 : peine accessoire
- 248) Crim., 26 mai 2010 : *Gaz.Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 24 : dénonciation calomnieuse
- 249) Crim., 20 janv. 2010 : *Gaz.Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 22 : période de sûreté
- 250) Crim., 20 janv. 2010 : *Gaz.Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 23 : motivation de la peine
- 251) Crim., 19 janv. 2010 : *Gaz.Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 24 : diffamation, bonne foi
- 252) Crim., 13 janv. 2010 : *Gaz.Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 22 : abus de confiance
- 253) Crim., 12 janv. 2010 : *Gaz.Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 22 : incendie involontaire

VI. - EDITORIAUX et COORDINATION

(numéros spéciaux de la *Gazette du Palais* en droit pénal)

- 1) Edition du 12 mai 2020, p. 66 et s. : coordination du dossier : « *Le futur code de la justice pénale des mineurs* »
- 2) Edition du 4 fév. 2020, p. 46, éditorial : « *Géolocalisation du mari méchant* »
- 3) Edition du 19 nov. 2019, p. 62 et s. : coordination du dossier : « *La peine dans la loi du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022* »
- 4) Edition du 3 sept. 2019, p. 38, éditorial : « *Application différée de la loi : que reste-t-il de la rétroactivité in mitius ?* »
- 5) Edition du 7 mai 2019, p. 76 et s. : coordination du dossier : « *Les infractions en matière de stupéfiants* »
- 6) Edition du 5 février 2019, p. 41, éditorial : « *Droit pénal : la disgrâce ?* »
- 7) Edition du 6 novembre 2018, p. 65 et s. : coordination du dossier : « *La confiscation* »
- 8) Edition du 24 juillet 2018, p. 36, éditorial : « *Une réforme des seules chambres civiles de la Cour de cassation ?* »
- 9) Edition du 30 avril 2018, p. 74 et s. : coordination du dossier : « *L'outrage* »
- 10) Edition du 23 janvier 2018, p. 40 : éditorial : « *Meilleurs vœux d'harmonie entre femmes et hommes...* »
- 11) Edition du 24 octobre 2017, p. 64 et s. : coordination du dossier : « *La proportionnalité en matière pénale* »
- 12) Edition du 18 juillet 2017, p. 49 : éditorial : « *Menacer de peines suffira-t-il à rétablir la confiance ?* »
- 13) Edition du 25 avril 2017, p. 63 et s., coordination du dossier : « *Aspects pénaux de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté* »
- 14) Edition du 24 janv. 2017, p. 40 : éditorial : « *Réforme de la prescription, le baiser empoisonné* »
- 15) Edition du 4 octobre 2016, p. 63 et s., coordination du dossier : « *Le contrôle exercé par la Cour de cassation en matière pénale* »
- 16) Edition du 19 juillet 2016, p. 39 : éditorial : « *Bas les marques : retour à la loi du plus fort !* »
- 17) Edition du 26 avril 2016, p. 74 et s. : coordination du dossier : « *Le prononcé d'une peine d'emprisonnement* »
- 18) Edition du 26 janvier 2015, p. 43 : éditorial : « *Terrorisme : le sens de la peine ?* »
- 19) Edition du 3 novembre 2015, p. 4 et s., coordination du dossier : « *L'imputation de l'infraction* »
- 20) Edition du 17 mai 2015, p. 3 : éditorial : « *Lutte contre le racisme : oui, mais pas trop !* » et coordination du dossier : « *La prescription de l'action publique* »
- 21) Edition du 24 fév. 2015, p. 3 : éditorial : « *Terrorisme ou vengeance privée ?* » et coordination du dossier : « *Loi du 13 novembre 2014 renforçant la lutte contre le terrorisme* »

- 22) Edition du 19 oct. 2014, p. 3, éditorial : « *Une bien étrange décision...* » et, coordination du dossier : « *Loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales* »
- 23) Edition du 27 juill. 2014, p. 3, éditorial : « *Les pas du sénateur...* »
- 24) Edition du 11 mai 2014, p. 4 et s., coordination du dossier : « *Le profit tiré de l'infraction* »
- 25) Edition du 11 fév. 2014, p. 3, éditorial : « *L'individualisation encadrée ?* »
- 26) Edition du 13 oct. 2013, p. 4 et s., coordination du dossier : « *La violence dans les infractions contre les biens* »
- 27) Edition du 21 juill. 2013, p. 3, éditorial : « *La Caisse des dépôts et consignations à l'abri...* »
- 28) Edition du 8 mai 2013, p. 4 et s., coordination du dossier : « *La lutte contre les discriminations* »
- 29) Edition du 8 fév. 2013, p. 3, éditorial : « *Comment dire son opposition au mariage pour tous ?* »
- 30) Edition du 26 oct. 2012, p. 4 et s., coordination du dossier : « *Les infractions sexuelles autres que le viol* »
- 31) Edition du 27 juill. 2012, p. 3, éditorial : « *Rancœur et droit pénal ?* »
- 32) Edition du 21 avril 2012, p. 4 et s., coordination du dossier : « *Manquements au devoir de probité* »
- 33) Edition du 14 janv. 2012, p. 3, éditorial : « *Bonne année au droit pénal et à la procédure pénale ?* »